



**HAL**  
open science

## Les partis libéraux scandinaves

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Les partis libéraux scandinaves : Unité et diversité du courant libéral au Danemark, en Finlande, Norvège et Suède. Pascal Delwit. Libéralismes et partis libéraux en Europe, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.141-178, 2002. halshs-00090251

**HAL Id: halshs-00090251**

**<https://shs.hal.science/halshs-00090251>**

Submitted on 29 Aug 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les partis libéraux scandinaves

## Unité et diversité du courant libéral au Danemark, en Finlande, Norvège et Suède

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS (CIDSP-IEP de Grenoble)

A bien des égards, la situation des partis de la famille libérale scandinave apparaît très semblable à celle des formations "sœurs" du Sud de l'Europe, tant du point de vue du rôle palingénésique de la mouvance libérale dans l'établissement de la démocratie représentative moderne qu'au regard des évolutions ultérieures d'un genre politique marqué par le déclin jusqu'à être parfois menacé d'extinction.

Sous l'angle typologique, le modèle du libéralisme scandinave demeure traditionnellement celui d'un centre politique et idéologique, à la croisée des chemins de la gauche socialiste et du bloc bourgeois. Les transformations à l'œuvre au sein des systèmes de partis nordiques à partir du début des années 1970 ont cependant foncièrement modifié la donne politique au centre et induit, en retour de la part des libéraux, de nouvelles orientations tactiques en termes de mobilisation électorale et de coopération inter-partisane.

L'objet de cette contribution est de proposer un état des lieux des forces du libéralisme scandinave contemporain, et des formations politiques qui l'incarnent au Danemark, en Finlande, en Norvège ainsi qu'en Suède <sup>1</sup>.

Un tel panorama de la famille libérale nordique implique naturellement de délimiter en premier lieu les contours du libéralisme politique en Scandinavie. Nous traiterons ensuite du processus de constitution historique du courant libéral en Europe du Nord, des évolutions récentes de son corpus théorique ainsi que des facteurs sociaux et politiques qui ont présidé à ses fortunes électorales et dessinent aujourd'hui les contours sociologiques de son support populaire. Nous dirons quelques mots de l'organisation de ces partis libéraux, avant d'envisager, pour terminer, les stratégies de coopération que ces derniers ont développées au sein de leurs systèmes politiques respectifs.

### Identifier le libéralisme nordique

Au-delà du seul terrain nord-européen, le libéralisme politique recouvre des réalités complexes qui rendent délicats les efforts de caractérisation et d'identification des partis qualifiables pour le label "libéral" (Humphreys, Steed, 1988). Le positionnement des forces politiques au sein du système de partis, l'examen de leur fonction primitive de représentation des groupes sociaux et la recherche du "clivage primordial" (Hottinger, 1998) ou de la logique du "projet initial" (Seiler, 1986) offrent sans nul doute une première piste de réflexion.

Le critère "spatial" se combine à la dimension proprement idéologique de la taxinomie, aux stratégies de transformation et de différenciation mises en œuvre par les acteurs partisans eux-

---

<sup>1</sup> Nous ne traiterons pas ici du libéralisme islandais (*Framsóknarflokkurinn*) et laisserons de côté les cas du petit parti libéral finnois de la province du Åland (*Liberalerna på Åland*) ou du parti libéral du Groenland (*Atássut*).

mêmes ainsi qu'à l'altération des modèles traditionnels de coopération inter-partis. Il peut-être, enfin, complété par l'analyse des appartenances formelles ou systèmes de reconnaissance mutuelle que représentent les fédérations transnationales de partis (Internationale Libérale, ELDR) <sup>2</sup>.

La matrice du système de partis scandinave classique, organisée autour de trois pôles socialiste, conservateur et agrarien, confine le libéralisme politique à une position de relative marginalité au sein du camp bourgeois (Lipset, Rokkan, 1967 ; Berglund, Lindström, 1978 ; Sundberg, 1999 ; Arter, 1999a) <sup>3</sup>. En dépit des changements importants survenus au sein des systèmes politiques nordiques, trois partis répondent assez précisément à ce modèle prototypique. En Norvège, la *Venstre* s'intègre au modèle bipolaire 2+4 opposant la gauche travailliste (DNA) et socialiste (SV) aux partis du bloc non-socialiste, conservateurs (H), centristes (Sp), chrétiens-démocrates (Krf) et libéraux (V) (Narud, Skare, 1999). Née à la périphérie, la *Venstre* abandonnera assez vite au *Senterparti* la fonction de représentation du monde rural dès les années 1920.

Chez les voisins suédois, le parti libéral (*Folkpartiet liberalerna* – Fp) demeure, avec les ex-agrariens du parti du centre (C), un fragment du camp non-socialiste dominé à présent par les conservateurs modérés (M) et les chrétiens-démocrates de la Kd. En Finlande, enfin, le minuscule parti libéral populaire (*Liberaalinen Kansanpuolue*-LKP), héritier de la longue litanie de mouvements libéraux finnois depuis plus d'un siècle, ainsi que l'éphémère parti progressiste finlandais (*Nuorsuomalainen Puolue*-NUORS) apparu à l'occasion des élections de 1995, épousent les contours du libéralisme face aux acteurs dominants du système : sociaux-démocrates du SDP, conservateurs de la KOK et centristes du KESK.

Aux côtés des ayants-droit "naturels" du libéralisme nordique, deux cas illustrent l'importance des adaptations ultérieures des formations partisans. En Finlande, tout d'abord, les frontières du libéralisme recouvrent en partie la ligne de clivage culturel entre Finnois et suédophones <sup>4</sup>. Représentant de la minorité linguistique suédoise, le parti du peuple suédois (*Ruotsalainen Kansanpuolue*-RKP / *Svenska Folkpartiet i Finland*-SFP) a progressivement évolué d'une formation de la périphérie vers un parti libéral moderne au centre de l'échiquier politique finnois (Sundberg, 1997).

Au Danemark, le développement historique de la *Venstre* – puis de sa scission social-libérale de 1905 au sein de la *Radikale Venstre* (RV) – témoigne du phénomène de conjonction de la mouvance libérale et des intérêts du monde paysan, et du secours apporté par les milieux ruraux aux luttes constitutionnelles des libéraux en faveur du régime parlementaire (Steed, Humphreys, 1988). La métamorphose ultérieure des deux formations sœurs du libéralisme danois invite à examiner non seulement le processus graduel d'émancipation des libéraux-agrariens de leur base rurale originelle, mais également le travail de refonte de leur identité, l'une au centre-gauche de l'échiquier politique (RV), l'autre comme leader du camp bourgeois (Bille, 1998).

<sup>2</sup> Ces dernières souffrant, cependant, d'un certain degré d'hétérogénéité (Hrbek, 1988).

<sup>3</sup> Le libéralisme n'a jamais été associé à la composante anticléricale dans des sociétés scandinaves assez fortement homogènes culturellement et religieusement (luthérienne évangélique), traversées pour l'essentiel de clivages économiques, sociaux et idéologiques (Bille, 1992) (Lijphart, 1981).

<sup>4</sup> En 1998, la minorité linguistique suédophone représentait 5.7 % de la population contre 12.9 % en 1900. Sur un total de 460 municipalités (1993-2002), 24 sont unilingues (suédois), 20 bilingues à majorité suédoise et 21 bilingues à majorité fennophone. Dans la capitale d'Helsinki, la communauté de langue suédoise constitue 7 % de l'ensemble. La province du Åland forme en outre une région exclusivement suédophone (Source : *Statistics Finland*).

### Libéraux scandinaves – Participation à l'Internationale Libérale et l'ELDR

Pays	Parti	IL	ELDR
Danemark	<i>Venstre</i> (V)	Membre fondateur 1947	Membre depuis mars 1976
	<i>Det Radikale Venstre</i> (RV)	Membre fondateur 1947	Membre depuis février 1992*
Finlande	<i>Liberaalinen Kansanpuolue</i> (LKP)	Membre fondateur 1947**	Membre affilié depuis octobre 1993
	<i>Svenska Folkpartiet</i> (RKP/SFP)	Membre (1983)	Membre affilié en juillet 1992
Norvège	<i>Venstre</i> (V)	Membre	—
Suède	<i>Folkpartiet Liberalerna</i> (Fp)	Membre fondateur 1947	Membre affilié en 1991

\*En 1977, la RV avait quitté l'ELD afin de protester contre le projet d'une politique communautaire de défense commune ; les libéraux-radicaux rejoindront le groupe en 1992.

\*\*Membre fondateur : Parti progressiste national (*Kansallinen Edistyspuolue*).

L'ensemble des six formations partisans ainsi identifiées –les *Venstre* danoise et norvégienne, les LKP et SFP finnois, le Fp en Suède ou la *Radikale Venstre* au Danemark– répond au critère d'appartenance formelle et reconnaissance mutuelle au sein des fédérations internationales constituées par l'Internationale libérale et le groupe ELDR au Parlement européen<sup>5</sup>.

### Aux racines historiques du libéralisme scandinave

Comme le suggère le recours à l'analyse topographique du statut du libéralisme politique au sein des systèmes de partis, l'histoire des libéraux invite à remonter aux origines mêmes des régimes parlementaires modernes des Etats scandinaves et considérer, pour deux des partis libéraux tout moins, les "structures d'opportunités historiques" qui ont permis au libéralisme de prendre appui sur des groupes socio-culturels spécifiques. Ailleurs, la perspective diachronique de long terme éclaire la faiblesse, la division et la discontinuité du courant libéral nordique.

A l'instar de nombre de leurs homologues ouest-européens, les libéraux scandinaves ont leurs racines dans les tout premiers moments de l'histoire politique moderne. Tous ou presque se retrouvent partie prenante des luttes de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle pour les libertés politiques, du côté des forces réformistes radicales en rébellion face aux tenants du conservatisme –le plus souvent antérieures à la création même de la mouvance réactionnaire–, promotrices de la démocratie parlementaire et du suffrage universel.

Ce combat en faveur du parlementarisme contre les aristocraties ou les autocraties demeure la raison d'être de toutes les entreprises libérales qui émergent en Europe du Nord entre 1850 et 1900 : depuis la *Venstre* danoise (1870) ou les libéraux suédois (1902) jusqu'au parti des jeunes Finnois (*Nuorsuomalainen puolue*) (1894), lointain précurseur de l'actuel LKP, engagé dans la défense du constitutionnalisme contre le tsarisme à l'époque du Grand Duché avec la Russie et le conservatisme de leurs aînés, passant par la *Venstre* norvégienne (1884) en révolte contre le droit de veto royal. Cette revendication libérale embrassera également la lutte

<sup>5</sup> Au sein de l'ELDR, les libéraux cohabitent avec les centristes du KESK finnois et du Centerpartiet suédois. Ensemble, ils contribuent à hauteur de 15 sièges au groupe parlementaire libéral réformiste : Dybkjær, Lone (DK-RV), Andreasen, Ole (DK-V), Busk, Niels (DK-V), Haarder, Bertel (DK-V), Jensen, Anne E. (DK-V), Riis-Jørgensen, Karin (DK-V), Olsson, Karl Erik (S-C), Malmström, Cecilia (S-Fp), Paulsen, Marit (S-Fp), Schmidt, Olle (S-Fp), Pesälä, Mikko (FIN-KESK), Pohjamo, Samuli (FIN-KESK), Väyrynen, Paavo (FIN-KESK), Virrankoski, Kyösti (FIN-KESK), Thors, Astrid (FIN-SFP).

nationale et le projet d'Etat-nation indépendant en Norvège, contre le centralisme bureaucratique sous influence danoise puis suédoise jusqu'à l'émancipation de 1905 et la sortie de l'Union avec la Suède. Au lendemain de la guerre civile de janvier-mai 1918, en Finlande, le Parti progressiste national (*Kansallinen Edistyspuolue*), successeur des jeunes Finnois, s'engagera quant à lui dans la bataille pour l'instauration d'une République contre le projet de monarchie constitutionnelle soutenu par les conservateurs.

Dans deux contextes, l'expression libérale des revendications de la bourgeoisie et de la classe moyenne émergentes rencontrera les intérêts spécifiques de groupes sociaux ou culturels organisés. En Finlande, nous l'avons évoqué, la naissance du parti du peuple suédois (SFP) (1906) résulte de cette convergence avec les aspirations et demandes exprimées par la communauté suédophone <sup>6</sup>.

Du côté danois, le libéralisme a été porté sur les fonds baptismaux des revendications et aspirations émergentes au sein du monde rural. Dès les origines, la *Venstre* a façonné politiquement un mouvement essentiellement agrarien, soutenu par les fermiers en révolte contre les grands propriétaires terriens. Le parti sera développé sur le socle associatif, culturel et coopératif massif mis en place par la communauté agricole, avant de s'émanciper dans les années 1930 pour créer une organisation plus autonome appelée à devenir le grand parti bourgeois (Thomas, 1988) <sup>7</sup>.

Une telle opportunité de s'appuyer sur des mondes sociologiques relativement homogènes a sans doute permis au SFP suédo-finnois ainsi qu'à la *Venstre* danoise de mieux résister au fil des décennies. Cette dernière connaîtra une seule crise significative au début du siècle, avec le départ d'une douzaine de parlementaires sociaux-libéraux opposés à l'orientation stratégique du parti, et la création de la gauche radicale (*Det Radikale Venstre*) en 1905.

Ailleurs en Europe du Nord, le libéralisme a incontestablement souffert de la nature profondément hétéroclite des troupes qui l'avaient accompagné dans sa lutte pour la démocratie parlementaire. L'histoire des libéraux norvégiens, fennophones et suédois reste empreinte du sceau de la division et de la discontinuité. L'exemple de la *Venstre* en Norvège est sans aucun doute le plus représentatif. Formation composite dès les origines, réunissant des groupes aux intérêts divergents, paysans, intellectuels urbains, laïques ou chrétiens, petits agriculteurs dans le Sud et à l'Ouest du pays, exploitations plus importantes à l'Est, la *Venstre* ne subira pas moins de cinq scissions conséquentes entre 1885 et 1973 (Leiphart, Svåsand, 1988) <sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Union partielle et fragile, toutefois, car le mouvement d'Axel Lille ne réussira jamais à s'implanter véritablement dans l'électorat socialiste suédophone et souffrira, en la matière, de sa position pro-monarchie au sortir de la première guerre mondiale.

<sup>7</sup> A partir des années 1950, face au déclin de la population agricole, la *Venstre* se tournera davantage vers les milieux urbains. En 1970, la transformation en un mouvement libéral-conservateur est entérinée par l'addition du qualificatif "*Danmarks liberale parti*" à l'appellation originale.

<sup>8</sup> Les sécessions successives ont pris place suivant les grandes lignes de clivage de la politique norvégienne. En 1885, les chrétiens quittent la *Venstre* pour rejoindre les rangs du parti conservateur. En 1905, départ des nationaux-libéraux contre les orientations étatistes du mouvement, qui fonderont le Parti libéral et national. En 1918, la V perd sa base paysanne avec la formation en 1920 du Parti agrarien (*Bondepartiet*) qui deviendra Parti du centre (*Senterpartiet*, Sp) en 1959. En 1930, une nouvelle cassure du mouvement se produit sur la question religieuse, conduisant en 1933 à la création du Parti populaire chrétien (*Kristelig Folkeparti*, Krf), sur des positions conservatrices protestantes pro-prohibition, réunissant les groupes chrétiens de la côte ouest du pays. En 1973, la *Venstre* subit le départ de la fraction pro-européenne au sein de son groupe parlementaire, qui fonde le Nouveau parti populaire (*Det nye Folkepartiet*) avant de rejoindre les rangs de la *Venstre* en 1988.

En Suède, les libéraux ont pour leur part eu à gérer très tôt les tensions présentes au sein de la coalition libérale initiale (*Frisinnade Landsföreningen*) (1902) entre l'aile non-conformiste (*Frisinnade*) et le parti libéral parlementaire. En 1923, l'alliance mise en place au tournant du siècle par Karl Staaff connaîtra une cassure entre les partisans de la Libre pensée non-conformiste et l'aile libérale sur la question de la prohibition. La réunification du mouvement aura lieu en 1934 sous le nom de Parti populaire (ou du peuple) (*Folkpartiet*), mais les deux courants perdureront au sein de la formation avec une aile gauche non-conformiste radicale et une aile droite plus libérale. En 1990, le parti adoptera son nom actuel de *Folkpartiet liberalerna* (Fp).

D'une façon très comparable, la division, le fractionnement et la discontinuité ont profondément marqué un libéralisme finnois qui s'est incarné dans une succession de mouvements depuis les jeunes Finnois en 1894 jusqu'à l'actuel *Liberaalinen Kansanpuolue* (LKP) formé en décembre 1965 (Arter, 1988)<sup>9</sup>. En 1982, le choix des dirigeants du parti d'intégrer le centre (KESK) provoque la diaspora d'une partie du groupe parlementaire libéral en direction de la Ligue des verts (*Vihreä Liitto-VIHR*). Entre 1995 et 1999, les libéraux du LKP ont eu à affronter la dissidence du petit Parti progressiste finlandais (*Nuorsuomalainen Puolue-NUORS*) sur les thèmes néo-libéraux de la dérégulation et de l'économie de marché<sup>10</sup>.

## Idéologie

De leurs luttes communes pour la démocratie parlementaire et la défense des droits civiques fondamentaux, les libéraux scandinaves ont, dans leur ensemble, conservé une conception partagée du libéralisme politique et social. Leurs manifestes passés et récents intègrent inmanquablement l'ensemble de valeurs des droits de l'homme, de respect des différences et des minorités, de rejet de l'intolérance pour la promotion des libertés individuelles et de la solidarité sociale. En cela, le corpus doctrinal du libéralisme nordique demeure, à l'instar des principes défendus par la plupart de leurs cousins du reste de l'Europe, souvent général et non spécifique (Kirchner, 1988)<sup>11</sup>.

Second point de convergence, les acteurs du libéralisme scandinave ont entrepris la conquête de nouveaux espaces politiques et ont tenté, avec plus ou moins de vigueur et de réussite, de compenser la perte de force de mobilisation de leurs thèmes traditionnels par l'absorption du répertoire philosophique du post-matérialisme. En prolongement des idées fondatrices du

<sup>9</sup> La longue lignée du libéralisme fennophone prend sa source dans le Parti des jeunes Finnois (*Nuorsuomalainen puolue*). En 1906, une partie des éléments rejoindra une fraction dissidente des conservateurs pour la création du parti agrarien. De 1918 à 1951, le flambeau libéral sera repris par le Parti progressiste national (*Kansallinen Edistyspuolue*), né d'une rupture de l'aile républicaine, urbaine et radicale des Jeunes Finnois, tandis que la tendance monarchiste rejoindra le reste du parti des Vieux Finnois pour fonder la Coalition nationale en novembre 1918. A partir de 1951, le Parti populaire Finnois (*Suomen Kansanpuolue*) entreprend une réorientation néo-libérale qui provoque le départ d'une partie des cadres du mouvement et la création de la Ligue libérale (*Vapaamielisten liitto*) en 1951, pour la défense de la ligne originale du libéralisme. En 1965, la création du LKP permet la réunion de l'ancien Parti populaire et des séparatistes de la Ligue libérale.

<sup>10</sup> Le NUORS remportera 2.8 % des suffrages et 2 sièges aux élections législatives de 1995 avant de s'auto-dissoudre après son échec lors du scrutin de 1999.

<sup>11</sup> Avec, toutefois, des implications concrètes dans les faits, comme en témoigne l'exemple danois. De 1950 à 1953, le gouvernement libéral Eriksen contribuera grandement à l'introduction de la nouvelle Constitution, qui abolit la Chambre haute (*Landsting*), établit la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, le recours au référendum pour un tiers des membres du Folketing et le principe d'accès des femmes au Trône. Entre 1968 et 1971, le gouvernement "trèfle à trois feuilles" d'Hilmar Baunsgaard sera l'initiateur de la réforme du gouvernement local, de la légalisation de l'avortement, de l'abolition de la loi prohibitive sur la pornographie et de l'abaissement du droit de vote à 20 ans.

libéralisme, les partis libéraux nord-européens ont ajouté à leurs programmes politiques les thèmes égalitaristes, féministes, pacifistes et, surtout, environnementalistes, décentralisateurs et régionalistes, caractéristiques de la nouvelle politique (Inglehart, 1990) et enjeux saillants du débat politique nordique <sup>12</sup>.

Le LKP d'Altti Majava en Finlande et le Fp en Suède ont ainsi tenté de disputer aux verts de la VIHR et du Mp le discours environnementaliste et la jeune génération électorale qui demeure habituellement la plus sensible à ce type d'enjeu. Dans un contexte, en outre, de polarisation idéologique sur l'axe autoritaire-permissif, induite par l'installation progressive des chrétiens-démocrates de la Kd et de la Ligue chrétienne (SKL), les libéraux suédois et finnois ont accentué un peu plus encore leur ancrage libertaire, tiers-mondiste et égalitaire. En Norvège, la *Venstre* se positionne clairement depuis les années 1970 sur les enjeux de la nouvelle politique et veut s'affirmer en tant que parti de l'environnement (*miljøparti*) en l'absence de formation structurée de l'écologie politique. L'accent est également mis sur la décentralisation, le développement régional et le renforcement du gouvernement local <sup>13</sup>. De la même façon, sur le terrain danois, la *Venstre* et la *Radikale Venstre* ont toutes deux préservé la composante écologiste héritée de l'agrarianisme originel, la fibre post-matérialiste demeurant sans doute beaucoup plus visible du côté de la RV <sup>14</sup>.

L'internationalisme du libéralisme trouve son expression logique dans le soutien apporté par la plupart des partis libéraux nordiques à la construction européenne, dans un contexte scandinave profondément marqué par l'apparition de nouvelles lignes de clivages sur l'Europe (Christensen, 1996 ; Raunio, 1999 ; Saglie, 1998 ; Widfeldt, 1996), l'actualité du débat entre supporters et détracteurs de l'intégration depuis les référendums d'octobre-novembre 1994 et l'euro-scepticisme constant des opinions publiques <sup>15</sup>.

Au Danemark, la *Venstre* s'est traditionnellement montrée très favorable au projet européen et fut l'un des premiers partis danois à faire campagne pour l'adhésion au début des années 1970. Le programme européen des libéraux danois, intitulé *Une Europe achevée* prône d'abord un modèle coopératif au sein de l'Union, de l'OTAN et des Nations-Unies <sup>16</sup>. En 1998, Uffe Ellemann-Jensen, alors leader du parti, a conduit une campagne en faveur de l'adoption de la monnaie européenne à l'occasion des législatives, et la *Venstre* appelle très clairement à voter "oui" au référendum de septembre. Tout comme les sociaux-libéraux de la RV, qui ont d'ores-

<sup>12</sup> Sans pour autant pouvoir prétendre à l'exclusivité idéologique, face, notamment, à la promptitude de nombre de partis du bloc socialiste scandinave à développer des lignes d'argumentation très proches.

<sup>13</sup> La crise de 1972 a sans nul doute favorisé cette réorientation doctrinale, et permis, notamment, au mouvement des jeunes au sein du parti de promouvoir les thèmes dominants de l'environnement et de la décentralisation à partir du milieu des années 1980.

<sup>14</sup> Dans leurs manifestes de février 1997, les sociaux-libéraux danois mettent ainsi en avant la protection des droits des minorités et proposent l'inscription des droits de l'homme par révision constitutionnelle. Outre la défense de l'environnement, la formation conduite par Marianne Jelved se prononce clairement contre l'énergie nucléaire, pour le désarmement et l'assistance aux pays les plus pauvres.

<sup>15</sup> La question européenne continue sans conteste d'occuper le devant de la scène au Danemark à l'approche du référendum sur l'Euro de septembre 2000 et au lendemain du "oui" massif des sociaux-démocrates réunis en congrès le 28 avril ; en Suède après le vote majoritaire du SAP en faveur de l'adhésion à l'UEM lors du congrès extraordinaire du parti le 11 mars 2000 ; ou en Norvège où l'enjeu européen devrait selon toutes probabilités dominer la campagne des prochaines élections de 2001, après le renouvellement gouvernemental de mars 2000 et la nomination du très europhile ancien premier ministre social-démocrate Thorbjørn Jagland au poste de Ministre des Affaires Etrangères.

<sup>16</sup> Les libéraux se prononcent en faveur de l'élargissement à l'Est, du développement de la coopération avec les Etats de la Baltique ou la Russie, pour une défense européenne, pour l'adhésion à l'Euro et l'abandon des clauses d'exception danoises au traité de Maastricht.

et-déjà pris une position radicalement pro-Euro et entamé une polémique à l'encontre du front du refus dressé à l'extrême-droite par le *Dansk Folkeparti* <sup>17</sup>.

Côté suédois, les libéraux du Fp, encouragés par les milieux financiers, partagent avec les conservateurs modérés le plus fort degré d'europhilie face aux critiques de la gauche ex-communiste et des écologistes du Mp. Le *Folkpartiet* a soutenu le processus d'adhésion de la Suède à l'Union en 1994 et s'est très tôt fait le défenseur de l'entrée dans la zone Euro. En Finlande, où l'enjeu européen a sans doute perdu de sa saillance depuis la décision votée par l'Eduskunta en avril 1998 de participer à la première vague de pays candidats à la monnaie unique, les suédophones du SFP se situent sans ambiguïtés aux côtés des partis les plus nettement en faveur de l'intégration européenne. L'adhésion à la monnaie unique a été votée à la quasi-unanimité lors du congrès du parti en juin 1997. De la même façon, les jeunes libéraux du NUORS ont approuvé l'entrée dans la zone Euro lors de leur congrès en mars 1998.

En règle générale, les dirigeants libéraux nordiques trouvent un appui majoritaire sur la question européenne auprès de leur base électorale <sup>18</sup>. Lors des élections européennes de juin 1999, les libéraux scandinaves ont, à l'instar de la plupart de leurs cousins du Sud de l'Europe, réalisé des performances notablement à la hausse <sup>19</sup>.

Unique "anomalie" dans ce paysage libéral europhile, la *Venstre* norvégienne, dans un contexte national très particulier (Christensen, 1997 ; Geyer, Swank, 1997), et malgré le retour de l'aile pro-UE en 1988, demeure foncièrement hostile à l'adhésion de la Norvège à l'Union européenne selon une ligne de clivage centre-périphérie. Le parti s'oppose en cela aux travaillistes du DNA et conservateurs de la *Høyre*, principaux promoteurs du projet d'intégration. En 1993, les libéraux ont appelé à voter "non", et continuent de défendre l'idée d'une limitation de l'appartenance internationale du pays au seul Espace Economique européen (EEE) et à l'OTAN <sup>20</sup>.

Mais la véritable ligne de fracture idéologique du libéralisme scandinave reste naturellement celle du libéralisme économique et de l'interventionnisme étatique. En Europe du nord plus

<sup>17</sup> La *Radikale Venstre* partage assez globalement les convictions européennes des libéraux quant à l'élargissement à l'Est, mais se montre, comme à l'accoutumé, plus critique face à une formule fédéraliste. La fibre pacifiste classique de la RV s'illustre par ailleurs dans la plus grande réticence face au déploiement des forces de l'OTAN.

<sup>18</sup> Au Danemark, une large proportion d'électeurs libéraux et sociaux-libéraux supportent l'entrée dans l'Euro : fin 1999, ils étaient respectivement 70 et 67 % à déclarer leur intention de voter "oui" dans l'éventualité d'un référendum sur la monnaie unique (Gallup Danemark, 24 octobre 1999). En Suède, les opinions positives à l'égard de l'Europe culminent chez les sympathisants du Fp : 78 % estiment que l'adhésion à l'UEM est "une bonne chose" pour leur pays (Temo, février 2000), mais les électeurs libéraux restent, à l'image de l'opinion publique suédoise, partagés, 44 % déclarant voter "oui" à la monnaie unique, loin derrière les supporters conservateurs (65 %) (Demoskop, *EMU-Opinionen*, mars 2000). En Finlande, lors du référendum de 1994, 85 % des électeurs SFP ont voté "oui".

<sup>19</sup> En Finlande, le SFP a enregistré une légère poussée avec 6.8 % des voix (1 élu), soit un score supérieur au résultat des européennes de 1996 (5.8 %) ou des dernières législatives du printemps 1999. Au Danemark, le parti libéral arrive en tête du scrutin, avec un gain de plus de 4 points (23.3 % et 5 sièges) par rapport à la consultation précédente (19 %). La *Radikale Venstre* de Marianne Jelved, se maintient et recueille 9.1 % des voix (1 député européen) contre 8.5 % en 1994. Côté suédois, enfin, le parti libéral est couronné grand vainqueur de ces élections et triple pratiquement son pourcentage en voix : 13.8 % (3 sièges) en juin 1999 contre 4.8 % en septembre 1995.

<sup>20</sup> En 1994, 81 % des électeurs libéraux ont refusé l'entrée de la Norvège au sein de l'Union. Aujourd'hui encore, 76 % des électeurs de la *Venstre* voteraient contre l'adhésion à l'occasion d'un référendum, soit le second plus haut niveau de rejet après les supporters du *Senterparti* (91 %) (Gallup-VG-TV2, 14 février 2000).



qu'ailleurs, la création de l'Etat-providence a confronté le libéralisme à la délicate question de l'accroissement du rôle social de la puissance publique. A l'évidence, dans le contexte du modèle nordique contemporain du *Welfare State*, la nature de l'alternative recoupe pour une large part le clivage structurel traditionnel gauche-droite, opposant les défenseurs du maintien des fonctions redistributrices de l'Etat aux tenants de la dérégulation et d'une privatisation partielle des services publics. Elle répond en outre assez bien aux critères de distinction du libéral-radicalisme et du libéral-conservatisme (Smith, 1988).

La dimension socio-économique contribue à la spécification de spécimens différenciés au sein de l'univers libéral nord-européen. L'examen des programmes, combiné aux sources d'enquêtes transnationales "experts" (Huber, Inglehart, 1995 ; Knutsen, 1998), permet notamment de distinguer entre un libéralisme surtout bourgeois ancré à droite de l'axe économique (*Venstre* au Danemark, SFP en Finlande) et un modèle du social-libéralisme distributiviste, sans doute plus conforme à la tradition scandinave, situé au centre (Fp en Suède, LKP finnois) et centre-gauche (RV au Danemark, *Venstre* norvégienne) du spectre politique.

La *Radikale Venstre* représente probablement le pôle le plus social-radical et interventionniste du paysage libéral nordique. Le parti s'est défini dès les origines comme une formation "social-libérale" et continue de revendiquer aujourd'hui une spécificité idéologique entre marxisme et au capitalisme pour tenter d'explorer une voie médiane contre la politique des deux grands blocs (*blokkpolitik*) de la *Socialdemokratiet* et du *Konservative Folkeparti*<sup>21</sup>. Il est juste, cependant, de noter que le centre d'inertie du parti dirigé par Marianne Jelved s'est progressivement déplacé en direction du partenaire social-démocrate depuis le début des années 1990<sup>22</sup>.

L'exemple des sociaux-libéraux danois peut aisément être prolongé au LKP finnois et la *Venstre* norvégienne. En Finlande, le petit parti libéral a longtemps maintenu la ligne social-libérale, étatiste et réformiste adoptée dès 1918 par le Parti progressiste national, qui contribue encore aujourd'hui à son positionnement au centre de l'axe politique<sup>23</sup>. Avec plus d'hésitations, il est vrai, les libéraux norvégiens de Lars Sponheim ont, eux aussi, privilégié dans la période récente les thèmes sociaux et ont, de la sorte, pris leurs distances avec le dogme plus conservateur des origines (Christensen, Svåsand, 1998)<sup>24</sup>. Très récemment, face à la question de l'opportunité de la privatisation de plusieurs secteurs de services publics en

<sup>21</sup> Les sociaux-libéraux ont d'ailleurs engrangé à partir de 1968 les bénéfices électoraux substantiels d'une campagne centriste refusant les "extrémismes" de gauche et de droite.

<sup>22</sup> Dans son Manifeste adopté lors du congrès national du 22 février 1997, la RV entend continuer de s'opposer au laisser-faire de la droite et protéger les citoyens contre les excès du capitalisme. Si la formation social-libérale s'en prend aux grands syndicats danois accuser de restreindre les libertés individuelles, elle demeure toutefois attachée à la préservation intacte des prérogatives de l'Etat en matière de protection sociale ou d'un service de santé public de qualité. La RV a en outre proposé l'instauration de taxes sur la propriété, d'un contrôle de l'activité économique et d'une prévention anti-monopoles.

<sup>23</sup> Avec, toutefois, une inflexion idéologique assez nette entre 1951 et 1965, le Parti populaire finnois ayant été plus à droite en termes économiques, plus libéral et très proche des thèmes défendus par la KOK quant à la définition d'un rôle minimal de l'Etat.

<sup>24</sup> Le programme de principes (*Prinsipprogram*), adopté lors de la conférence nationale de mars 1996), le programme électoral pour la législature 1997-2001 (*Stortingsvalgprogram for Venstre 1997-2001*) adopté lors de la conférence nationale d'avril 1997, et le programme de gouvernement (*Regjeringserklæring For Sentrumsregjeringen*, octobre 1997) co-signé par les partis de la coalition centriste insistent sur cette définition d'une identité social-libérale au centre du jeu partisan, et tentent de trouver une voie entre maintien d'une solidarité globale et concessions aux classes moyennes indépendantes en attente de dérégulation.

Norvège, la *Venstre* est apparue très mesurée face au libéralisme des conservateurs de la *Høyre* (H) ou des populistes du Parti du progrès (*Fremskrittspartiet*-Frp).

### Jugements "experts" (1993) – Position des partis scandinaves sur l'axe gauche-droite

Partis	Moyenne	Partis	Moyenne
DK-Enhedslisten - RG	2.00	N-RV	1.33
DK-SF	2.89	N-SV	2.55
DK-SD	4.22	N-DNA	4.13
DK-RV	5.67	N-Sp	5.33
DK-CD	6.00	N-V	5.86
DK-KrF	6.22	N-Krf	6.55
DK-KF	7.56	N-H	8.00
DK-V	8.11	N-Frp	9.18
DK-FrP	9.13		
FIN-VAS	3.50	S-V	2.62
FIN-VIHR	4.00	S-SAP	4.08
FIN-SDP	4.38	S-Mp	4.25
FIN-LKP	6.25	S-Fp	5.92
FIN-RKP/SFP	6.57	S-C	5.92
FIN-KESK	7.00	S-Kds	7.00
FIN-KOK	7.38	S-M	8.33
FIN-SKL	9.00	S-NyD	9.09

Source : Huber, Inglehart (1995) (Échelle gauche-droite 1-10)

Plus ambivalent, le libéralisme du *Folkpartiet Liberalerna* suédois a sans doute souffert des contradictions existant en son sein entre l'aile plus authentiquement libérale et la fraction radicale (Pierre, Widfeldt, 1992). Historiquement proches des sociaux-démocrates contre le conservatisme monarchique, le Fp a ensuite évolué vers l'économie de marché en réaction au centralisme dirigiste du SAP avant de retrouver plus récemment les grandes lignes directrices d'un projet de libéralisme social (Öhman, 1998)<sup>25</sup>.

A l'opposé du social-libéralisme, le SFP suédophone en Finlande et la *Venstre* danoise incarnent un type libéral-bourgeois qui les place idéologiquement à plus grande proximité des conservateurs de la KOK ou du KF, dans leurs contextes respectifs, et de l'ensemble des grands partis libéraux-conservateurs plus sensibles à l'orthodoxie économique du marché. Le SFP de Jan-Erik Enestam a, parallèlement aux thèmes traditionnels de la défense des acquis de la minorité de langue suédoise, fait de l'économie dérégulée un pilier de son programme politique<sup>26</sup>.

Quant à la *Venstre* danoise, elle a connu depuis plusieurs années un déplacement net vers la droite du spectre politique et a progressivement comprimé l'espace idéologique de la droite conservatrice (KF), dans un contexte de polarisation accrue par la pression exercée sur le camp non-socialiste par le *Fremskridtspartiet* (FrP) et, depuis peu, le *Dansk Folkeparti* (DF) (Bjuggan, 1999). Son programme de principes adopté lors de la conférence nationale de 1995

<sup>25</sup> Rappelons qu'en 1981, la fin de la coalition tripartite Fällin entre partis centristes (Fp, C) et conservateurs modérés (M) avait pour origine le désaccord sur la politique de réduction de la pression fiscale voulue par les modérés. A l'inverse, entre 1991-1994, les libéraux du Fp ont apporté leur caution au programme de réformes libérales du gouvernement non socialiste : privatisations, dérégulation du marché du travail, réduction des charges du capital et dynamisation du secteur public. A l'approche des législatives de 1998, le parti de Lars Leijonborg s'est opposé à la fois au projet de coupe des dépenses publiques des modérés et à la politique d'austérité du gouvernement Persson, pour demander une augmentation des dépenses en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'une réévaluation des retraites et des bénéfices sociaux.

<sup>26</sup> L'allégeance aux principes de l'économie de marché est au centre du programme du parti adopté en juin 1997 (*Partiprogram*) ainsi que du manifeste électoral de 1999 (*Politiska specialprogram*) qui, tous deux, tracent les contours d'un libéralisme modéré, attaché à la liberté individuelle et convaincu qu'elle ne peut s'exprimer que dans le cadre d'un modèle économique affranchi des entraves étatiques.

s'inscrit très clairement dans une perspective libérale "classique" pour la réduction des domaines d'intervention de l'Etat-Providence et la réduction de la charge fiscale <sup>27</sup>. Lors de la campagne pour les élections générales de mars 1998, le parti d'Uffe Ellemann-Jensen a fait de la baisse des impôts et de la libéralisation du marché immobilier des enjeux centraux (Nielsen, 1999).

## Support électoral du libéralisme scandinave

L'altération des systèmes de partis et la configuration changeante de la compétition entre acteurs de ces systèmes éclaire, nous allons le voir, les fortunes électorales des libéraux nord-européens. Car si l'on excepte, en effet, les cas de la *Venstre* danoise et du SFP en Finlande suédophone, l'histoire récente du libéralisme scandinave reste avant tout celle d'un lent déclin électoral et d'une survivance précaire.

L'évolution des libéraux finnois est, à ce titre, édifiante. En 1919, le Parti progressiste national réunissait encore 12.8 % des suffrages, soit un score assez comparable au potentiel électoral moyen des Jeunes Finnois sur la période 1907-1917 (autour de 13-14 % des voix). Au sortir de la guerre, les libéraux regroupaient à peine 5.2 % de l'électorat lors des élections de 1945, score plafond de 6 % maintenu par le Parti populaire finnois tout au long des années 1951-1962. A partir de la fin des années 1960, le LKP subira une inexorable décrue jusqu'au score de 1 % des exprimés lors des législatives de 1987 et la disparition de sa représentation au sein de l'Eduskunta. Avec à peine 0.8 % des voix, et profitant de l'absence de seuil de représentation, les libéraux regagnent un élu en 1991, qu'ils perdent à nouveau en 1995, réunissant 0.6 % des exprimés, face à la concurrence des jeunes libéraux du NUORS qui effectuent une poussée remarquable (2.8 % des suffrages et 2 sièges parlementaires), mais éphémère. Lors des élections de mars 1999, le NUORS chute à 1 % du vote total et perd ses deux élus. Le LKP d'Altti Majava obtient quant à lui un score record à la baisse avec 0.2 % seulement des voix <sup>28</sup>.

En Norvège, les multiples péripéties dont a été victime la *Venstre* ont indéniablement eu un impact dévastateur et provoqué l'érosion du soutien électoral des libéraux, qui ont graduellement cédé le terrain du centre politique au Sp et au Krf <sup>29</sup>. Stable autour 10 % des exprimés jusqu'aux législatives de 1969, la *Venstre* subit de plein fouet la scission de 1972 et perd près des deux-tiers de son étai électoral en 1973 (3.5 % seulement du vote contre 9.4 % lors scrutin de 1969) pour demeurer depuis lors autour de 3-4 % des voix, avec une période d'éclipse du Storting entre 1985 et 1993 <sup>30</sup>. En 1993, les libéraux réunissent 3.6 % des exprimés et gagne un siège dans la province du Hordaland. En 1997, la perspective d'une coalition des partis centristes permet au mouvement conduit par Lars Sponheim de mobiliser plus largement au sein de l'électorat norvégien avec 4.4 % des votes et un total de

<sup>27</sup> La *Venstre* s'y prononce contre l'accroissement du secteur public et de la bureaucratie, pour l'économie de marché, principe fondamental de la liberté du choix individuel, en faveur de la libre compétition, contre l'Etat trop "paternaliste", et pour la limitation de l'endettement public.

<sup>28</sup> Lors des élections municipales de 1996, le LKP regroupait 0.4 % des suffrages (contre 1 % en 1988 et 1992 et 5.5 % en 1968) ; le NUORS atteignait un score de 1.3 % des bulletins exprimés.

<sup>29</sup> Décroissance spectaculaire au regard du rôle dominant joué par la *Venstre* jusqu'à l'aube de la première guerre mondiale. En 1885, les libéraux réunissaient encore 76 des 123 sièges au Storting, et recueillaient régulièrement plus de 50 % des suffrages jusqu'en 1900, avant d'entamer une décrue qui devait les porter aux alentours de 13 % des voix dans l'immédiat après-guerre.

<sup>30</sup> Lors des législatives de 1973, la *Venstre* subit en particulier la concurrence du Parti libéral populaire (*Det Liberale Folkepartiet*) pro-UE sécessionniste, qui obtient 3.4 % des voix et un siège au parlement, avant de décliner jusqu'à la réunification du mouvement en 1988 (1.4 % des suffrages en 1977, 0.5 % en 1981 et 1985).

6 représentants au Storting <sup>31</sup>. Depuis les élections générales de 1997, les libéraux ont oscillé entre 1.5 et 4 % des intentions de vote, avec un score de 4 % en mars 2000 (*Gallups Partibarometer-VG-TV2*, 8 mars 2000).

### Résultats électoraux des libéraux scandinaves (1945-1999) en % s.e. et sièges

DANEMARK*					FINLANDE				NORVEGE			SUEDE			
Det Radikale Venstre		Venstre			Ruotsalainen Kansanpuolue		Liberalinen Kansanpuolue		Venstre			Folkpartiet liberalerna			
RV		V			RKP-SFP		LKP**		V			Fp			
1945	8,1	11	23,4	38	1945	7,9	14	5,2	9	1945	13,8	20	1948	22,8	75
1947	6,9	10	27,6	49	1948	7,3	13	3,9	5	1949	13,1	21	1952	24,4	80
1950	8,2	12	21,3	32	1951	7,3	14	5,7	10	1953	10,0	15	1956	23,8	88
1953	8,6	13	22,1	33	1954	6,8	12	7,9	13	1957	9,7	15	1958	18,2	67
1953	7,8	14	23,1	42	1958	6,5	13	5,9	8	1961	8,8	14	1960	17,5	73
1957	7,8	14	25,1	45	1962	6,1	13	6,3	13	1965	10,4	18	1964	17,1	69
1960	5,8	11	21,1	38	1966	5,7	11	6,5	9	1969	9,4	13	1968	14,3	60
1964	5,3	10	20,8	38	1970	5,3	11	6,0	8	1973	3,5	2	1970	16,2	58
1966	7,3	13	19,3	35	1972	5,1	9	5,2	7	1977	3,2	2	1973	9,4	34
1968	15,0	27	18,6	34	1975	4,7	9	4,3	9	1981	3,9	2	1976	11,1	39
1971	14,4	27	15,6	30	1979	4,3	9	3,7	4	1985	3,1	-	1979	10,6	38
1973	11,2	20	12,3	22	1983	4,9	10	-	-	1989	3,2	-	1982	5,9	21
1975	7,1	13	23,3	42	1987	5,6	12	1,0	-	1993	3,6	1	1985	14,2	51
1977	3,6	6	12,0	21	1991	5,5	11	0,8	1	1997	4,4	6	1988	12,2	44
1979	5,4	10	12,5	22	1995	5,1	11	0,6	-				1991	9,1	33
1981	5,1	9	11,3	20	1999	5,1	11	0,2	-				1994	7,2	26
1984	5,5	10	12,1	22									1998	4,7	17
1987	6,2	11	10,5	19											
1988	5,6	10	11,8	22											
1990	3,5	7	15,8	29											
1994	4,6	8	23,3	42											
1998	3,9	7	24,0	42											

Sources : Danemark Folketing – \*Hors Îles Féroé et Groenland (4 sièges), total 175 sièges. Finlande Eduskunta, total 200 sièges ; Norvège Storting (NSK-NOS Stortingsvalget) : total de 150 sièges jusqu'en 1969, 155 de 1973 à 1981, 157 en 1985 et 165 depuis 1989. Suède Riksdag, total de 350 sièges jusqu'en 1973, 349 sièges depuis 1976.

\*\*Parti progressiste national jusqu'en 1948; Parti populaire finnois jusqu'en 1965 ; LKP depuis 1965

Les sociaux-libéraux danois de la RV ont traditionnellement représenté le plus petit des acteurs du système de partis quadripolaire pré-1973, avec des résultats autour de 7 % des voix dans la période d'après-guerre, une poussée notable au début des années 1970 où les radicaux ont mordu à la fois sur l'électorat social-démocrate et socialiste, puis un lent déclin à partir de 1975. En 1998, la *Radikale Venstre* obtient 3.9 % des suffrages exprimés et 7 des 175 sièges au Folketing, soit l'une de ses plus mauvaises performances depuis la fin de la guerre, mais suffisante cependant pour lui permettre de se maintenir au-delà du seuil institutionnel de 2 % des suffrages pour l'attribution de sièges. L'audience de la formation emmenée par Marianne Jelved est demeurée stable depuis lors avec une moyenne de 4 à 5 % des intentions de vote exprimées au cours de l'année 1999 (GfK-Danemark) et un score virtuel de 4 % des suffrages fin février 2000 (Gallup-Danemark).

En Suède, enfin, les libéraux ont cédé à partir des années 1970 leur position prédominante au sein du camp non-socialiste, face à l'hégémonie social-démocrate du SAP (Sartori, 1976) <sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Avec une performance équivalente lors des scrutins locaux de 1999. Aux élections municipales, la *Venstre* obtient 4.4 % des voix (-0.5 points) et 519 conseillers municipaux (-102 par rapport à 1995) ; au scrutin régional, les libéraux se voient crédités de 4.2 % des exprimés et d'un total de 42 mandats (-6 par rapport à 1995).

Le Parti du centre remplace alors les libéraux à la tête du camp non-socialiste avant de perdre lui-même son leadership au profit des conservateurs modérés à partir de 1979. Aux élections générales de 1982, le Fp est au plus bas avec 5.9 % à peine des voix et entame, en dépit de deux belles performances en 1985 et 1988 avec respectivement 14.2 et 12.2 % des suffrages, une traversée du désert électoral <sup>33</sup>.

En 1994, le public sanctionne le projet d'ouverture inter-bloc avancé par les libéraux de Westerberg en direction du SAP et accorde au final 7.2 % des voix au Fp. Avec 4.7 % des exprimés et 17 sièges au Riksdag, le mouvement de Lars Leijonborg enregistre en septembre 1998 son plus mauvais résultat historique et frôle de justesse le seuil fatidique d'exclusion de la représentation parlementaire. Face au succès d'une Kd menée par le très populaire Alf Svensson, les "vieux" partis du centre politique, C et Fp, apparaissent en posture délicate, en l'absence d'un leadership expérimenté (Madeley, 1999). Les enquêtes d'intentions de vote récentes fixent globalement l'audience libérale autour de 4 à 5 % de l'électorat en février-mars 2000 <sup>34</sup>.

Face à la tendance globale au déclin du libéralisme du centre, la *Venstre* danoise et le SFP finnois font notablement exception. Malgré une légère décrue de son potentiel électoral à partir de la fin des années 1960, le parti de la minorité suédophone a préservé une remarquable stabilité de son soutien aux urnes, autour de 5 % des suffrages exprimés et d'une dizaine des 200 sièges parlementaire tout au long de la période. En 1999, le mouvement dirigé par Jan-Erik Enestam a recueilli 5.1 % des voix et obtenu 11 sièges à l'Eduskunta, résultat identique à celui de 1995 et proche de son niveau d'audience des municipales de 1996 (5.4 %) <sup>35</sup>. Au premier tour de l'élection présidentielle de janvier-février 2000, la candidate du SFP, Märta Elisabeth Rehn, a réuni 7.9 % des suffrages derrière Tarja Halonen (SDP) (40 %), Esko Aho (KESK) (34.4 %) et Riitta Uosukainen (KOK) (12.8 %) (*Helsingin Sanomat/YLE*).

Côté danois, la situation de la *Venstre* tranche à l'évidence fortement avec la vision d'ensemble d'un libéralisme nordique aux abois. Les libéraux ont occupé une place prédominante au sein du camp bourgeois jusqu'à la fin des années 1960, recueillant régulièrement entre 20 et 25 % des suffrages sur la période. Si elle a sans doute été moins directement affectée par le tremblement de terre de 1973 au Danemark, la *Venstre* a ressenti au cours des années 1970 les contrecoups de l'éclatement du système, et abandonné tout au long de la décennie suivante le leadership de la droite au parti conservateur.

Les libéraux ont repris l'initiative en 1994 et ravi au KF la première place au sein du bloc non-socialiste, remportant 23.3 % des suffrages. A l'occasion de scrutin législatif de 1998, le mouvement dirigé par Uffe Ellemann-Jensen a confirmé sa bonne tenue électoral et obtenu

---

<sup>32</sup> Les libéraux du Fp ont joué un rôle essentiel en Suède dans les années 1920 et 1930, malgré la scission de 1923. Ils forment le principal noyau de l'opposition bourgeoise tout au long des années 1950-1960 en réunissant entre 16 et 24 % des voix, puis entament leur déclin dans les années 1970.

<sup>33</sup> En 1985 et 1988, le succès électoral reposait assez largement sur la popularité du leader libéral Bengt Westerberg, mais l'effet personnel ne durera que le temps d'un scrutin ou deux. En 1991, le Fp réunit 9.1 % des suffrages.

<sup>34</sup> Le Fp obtiendrait, dans l'éventualité d'élections législatives anticipées, entre 4.5 (Sifo, *Väljarbarometer* février 2000) et 5.1 % (Temo, *Väljarbarometer* février 2000, Demoskop, *Väljarbarometer* mars 2000) des suffrages exprimés. Toutes les enquêtes confirment en outre la domination conservatrice modérée (autour de 25 % des voix), la croissance du centre démocrate-chrétien (11 %) et l'érosion du parti du centre (au-dessous de la barre des 4 %).

<sup>35</sup> Les 11 élus du SFP forment, avec l'unique représentant de la circonscription du Åland, le groupe parlementaire suédophone, dirigé par Ulla-Maj Wideroos, au sein de l'Eduskunta.

24 % des voix pour un total de 42 sièges parlementaires, sans pour autant profiter de l'effondrement de son adversaire conservateur (qui accuse une perte de 6.1 points en 1998 et retourne au score plancher des années 1973-1977 avec 8.9 % seulement des suffrages). Depuis lors, les libéraux dominent sans partage la droite avec plus de 25 % en moyenne des intentions de votes enregistrées, et des pointes à près d'un tiers des voix qui lui permettraient, par hypothèse, de bousculer la suprématie social-démocrate <sup>36</sup>.

## Les facteurs du déclin du libéralisme nordique

Sous l'angle comparatif, l'examen des motifs de la perte d'influence de la plupart des partis libéraux en Scandinavie ou, à contrario, du succès de la *Venstre* danoise à établir sa prééminence électorale à droite, révèle un faisceau de facteurs explicatifs à la fois d'ordre historique, sociologique et politique.

Outre l'obsolescence de leur créneau fondateur, les libéraux scandinaves ont eu à faire face au déclin de l'ancienne classe moyenne, principal vivier de leur recrutement politique, à la concurrence croissante des partis dominants de gauche comme de droite auprès des couches moyennes salariées ainsi qu'à l'émergence de nouveaux compétiteurs au centre de l'échiquier politique. Le libéralisme a, enfin, souffert de l'absence de relais sociaux structurés, de l'hétérogénéité de sa clientèle électorale et de la volatilité de son support populaire.

Instigateurs de la lutte pour l'instauration du pluralisme démocratique parlementaire et universel, les libéraux ont sans doute été les premières victimes de leur succès face aux forces conservatrices et ont, *de facto*, vu disparaître l'un de leurs principaux motifs de mobilisation avec l'accomplissement des réformes dont ils portaient les germes. A l'image de la *Venstre* norvégienne ou des prédécesseurs du LKP finnois, les troupes libérales se sont reventilées vers d'autres formations politiques détentrices de nouveaux enjeux, face à l'incapacité du libéralisme à opérer sa mutation de mouvement intellectuel en force socio-politique organisée. En retour, les principes du libéralisme politique se sont très largement diffusés dans une grande majorité des partis politiques, aggravant ainsi les difficultés pour le libéralisme à survivre en tant que courant autonome possédant une identité propre (Von Beyme, 1985).

En termes structurels, les libéraux du centre de l'échiquier politique ont incontestablement été l'objet de pressions croisées, exercées par le double impact sur leur côté droit par des forces conservatrices converties à l'économie de marché <sup>37</sup>, et, sur leur flanc gauche, par des formations social-démocrates "recentrées", plus pragmatiques, moins rigidement ancrées au sein du camp socialiste, venues chercher au centre politique l'adossement des nouvelles classes moyennes. Le phénomène n'est naturellement pas propre au terrain nord-européen,

<sup>36</sup> Selon l'institut Gallup, la *Venstre* était en tête des intentions de vote de janvier à octobre 1999, avec plus de 30 % des votes déclarés, devant les sociaux-démocrates et très loin devant les conservateurs qui ne semblent pas redécoller de leurs 8 % des voix obtenus lors de l'élection de 1998. Fin février 2000, le baromètre Gallup plaçait la V et la SD au coude-à-coude avec respectivement 26 et 25 % des intentions de vote (Gallup-Danemark). Données confirmées par l'institut GfK, indiquant une nette avance pour les libéraux tout au long de l'année 1999 avec près d'un tiers des choix exprimés (GfK-Danemark).

<sup>37</sup> En Suède, le *Moderata Samlingspartiet* (M) rassemble traditionnellement des éléments conservateurs et libéraux unis par leur volonté de résistance aux sociaux-démocrates du SAP. Lors de la campagne pour les législatives de 1998, le parti de Carl Bildt a insisté sur son attachement à l'économie de marché, la restriction du secteur public par la privatisation d'un certain nombre d'entreprises d'Etat ou la baisse de la fiscalité. La KOK finlandaise a également assez largement digéré les thèmes libéraux, de même que les conservateurs danois du KF. En Norvège, l'impact électoral du FrP sur la structure du camp bourgeois a provoqué une surenchère idéologique de la part des conservateurs de la *Høyre*.

mais prend ici toute sa signification quant à l'impact du processus de réduction des distances idéologiques sur de petits mouvements centristes qui raccrochent leur survie politique à leur capacité à résister à la tendance centripète des grands partis de gouvernement au sein des systèmes contemporains.

Cette tendance a été largement documentée pour l'ensemble des pays scandinaves : Danemark (Bille, 1997 ; Borre, 1997), Norvège (Grendstad, 1995), Finlande où la plupart des partis ont convergé vers le centre dans les années récentes (Gylling, Sundberg, 1992 ; Sundberg, 1998), Suède, enfin, dans un contexte de réduction des différences idéologiques entre les principaux protagonistes du système (Aylott, 1995 ; Möller, 1999) pour ce qu'il convient de définir comme un "conservatisme du *Welfare*" (Arter, 1999b).

Troisième élément, particulièrement saillant dans le contexte nordique, les partis libéraux se sont trouvés confrontés, depuis le début des années 1960, à la fragmentation accrue du camp bourgeois ainsi qu'à l'augmentation du nombre de partis *relevant* au centre du spectre politique (Bille, 1989 ; Gylling, Sundberg, 1992 ; Svåsand, 1994). Après avoir été heurtées de plein fouet par le développement de la *class politics* à la fin du siècle dernier, la plupart des formations libérales scandinaves ont eu, plus récemment, à répondre au challenge posé par le développement d'acteurs partisans structurés autour des lignes de clivage de la "nouvelle politique".

Ainsi, l'émergence dans les quatre pays nord-européens de partis confessionnels, chrétiens-démocrates pour l'essentiel, venus occuper l'espace laissé vacant par les formations conservatrices du traditio-communautarisme moraliste, mais également capables de chasser sur les terres électorales du vieux centre politique sur les thèmes de la politique sociale et familiale : *Kristeligt Folkeparti* (Krf) au Danemark à partir des législatives de 1971, *Suomen Kristillinen Liitto* (SKL) depuis les élections générales de 1966 en Finlande, *Kristelig Folkeparti* (Krf) dès 1933 en Norvège ou *Kristdemokraterna* (Kd) en Suède depuis 1964<sup>38</sup>.

Rivalité, également, imposée par l'irruption de formations populistes anti-taxes, mobilisées contre le trop d'Etat et surfant sur la vague néo-libérale à partir du milieu des années 1970 : c'est-à-dire, les deux Partis du progrès (Frp), *Fremskridtspartiet* au Danemark et *Fremskrittspartiet* en Norvège à partir de 1973 (Valen, 1998), la parenthèse ouverte par la Nouvelle démocratie suédoise (*Ny Demokrati*-NyD) en Suède entre 1991 et 1994 ou la protestation populiste rurale des années 1962-1966 en Finlande, portée depuis 1995 par le petit parti des vrais Finnois (*Perussuomalaiset*-PS). S'ils se classent pour la plupart d'entre eux radicalement à droite sur l'axe politique, ces mouvements ont indéniablement recruté une partie de leur soutien électoral au centre. En Norvège, le succès du FrP a, de surcroît, engendré un *shift* vers la droite de l'axe politique et une polarisation accentuée isolant les petits partis du centre politique (Harmel, Svåsand, 1997).

A l'autre extrémité du spectre idéologique, les formations écologistes – *Miljöpartiet de Gröna* (Mp) suédois et Ligue des verts (*Vihreä Liitto*-VIHR) finnoise – ont contribué à accroître

<sup>38</sup> On pourrait sans doute ajouter, pour ce qui concerne le cas danois, l'émergence en 1973 des *Centrum-Demokraterne* (CD) au centre du paysage partisan, sur des thèmes moraux conservateurs et des positions socio-économiques de centre-gauche. La *Venstre* norvégienne a subi le double impact du Sp, traditionnellement en faveur du maintien d'un secteur public important, et du *Kristelig Folkeparti* (Krf) qui a, lors de la campagne de 1997 notamment, dérivé sur les thèmes dominants : protection sociale, système de santé et retraites. Lors des élections générales de 1998 en Suède, la *Kristdemokraterna* a tenté d'épouser à son tour les contours d'une économie sociale contestant le libéralisme de son principal adversaire politique conservateur modéré.

l'offre politique sur les thèmes post-matérialistes, relayés, en Norvège, par la gauche socialiste (*Sosialistisk Venstreparti-SV*) en l'absence de formation environnementaliste. Enfin, les libéraux nordiques ont vu apparaître de nouveaux compétiteurs sous la forme d'ex-mouvements paysans devenus partis *catch-all* du centre au détour des années 1960 – *Senterparti* (Sp) en Norvège, *Centerpartiet* (C) suédois ou KESK finnois – pour tenter d'incorporer les électeurs des classes moyennes rurales face au déclin de l'économie agraire <sup>39</sup>.

L'élément essentiel demeure sans doute ici que la plupart des acteurs de ce système scandinave multipartisan plus fragmentaire ont, dans une certaine mesure, exploré les voies médianes du social-libéralisme en matière d'organisation économique et sociale à l'adresse des classes moyennes. A cette différence près, cependant, que leur identité politique est demeurée, pour beaucoup d'entre eux, associée à la défense d'un groupe social particulier (sociaux-démocrates, agrariens) ou à leur positionnement clair dans un système de clivages défini (partis religieux, écologistes, populistes), ce qui n'est pas le cas de la plupart des partis libéraux nord-européens, pris en tenaille entre la gauche et la droite, confrontés à la recomposition du centre politique, privés de toute "base de repli" sociologique et incapables, en retour, de venir menacer leurs compétiteurs sur leurs propres domaines électoraux.

A l'inverse, le succès de la *Venstre* danoise ou la relative stabilité du SFP en Finlande éclaire deux modèles divergents, le premier fondé, nous allons le voir, sur l'adéquation entre une vision du monde libéral-conservatrice et un support électoral avant tout bourgeois, le second basé sur l'importance du clivage culturo-linguistique qui fournit au libéralisme suédophone l'essentiel de son appel populaire.

## Sociologie des électors libéraux scandinaves

Pour des motifs socio-économiques évidents, les classes moyennes sont au cœur des préoccupations de l'ensemble des protagonistes du jeu politique scandinave depuis le début des années 1970 (Sänkiäho, 1995a ; Svåsand, 1992) <sup>40</sup>. Les stratégies *catch-allist* au centre de la plupart des grandes formations partisans nordiques répondent bien, nous l'avons souligné, à ce nouvel enjeu de renouvellement de clientèles électorales traditionnelles en déclin ou contestées par de nouveaux acteurs qui, à gauche comme à droite, ont entrepris de capitaliser sur le mécontentement à l'égard des grands partis de gouvernement (gauche critique ou droite populiste, notamment).

Face à la menace d'une telle OPA politique, le défaut de relais sociaux organisés ou de points d'appui forts auprès de groupes sociologiques délimités a constitué un handicap structurel majeur pour nombre de partis libéraux scandinaves. Leur électorat demeure aujourd'hui encore composite et volatil, non spécifiquement articulé sur les lignes de clivages dominantes

<sup>39</sup> En devenant le Parti du centre (*Suomen Keskusta*) en 1963, les agrariens ont démontré leur volonté d'élargir leur pilier électoral au-delà des seules frontières du monde rural, pour devenir un grand parti *catch-all* au centre du jeu politique (Arter, 1999c). Le KESK a tenté, notamment, d'imposer l'image d'un parti des régions contre la domination culturelle de la capitale, d'un parti des PME et des travailleurs indépendants, face à l'emprise du SDP sur les couches salariées et à l'hégémonie de la KOK dans les classes supérieures, auprès des cadres, patrons de l'industrie et du commerce. Le KESK s'est nettement imposé sur les thèmes de la démocratisation de la société, de la décentralisation, de la défense du *Welfare* ou de l'environnement, en bref, des thèmes privilégiés du libéralisme nordique. En Suède, le *Centerpartiet* a tenté de s'émanciper de sa base paysanne pour évoluer vers les questions de décentralisation ou d'environnement.

<sup>40</sup> Sous l'angle démographique, la population scandinave a vu un déclin sensible de la proportion d'électeurs ruraux et l'extension massive d'emplois du secteur tertiaire, qui représentaient, en 1995, entre 63 et 72 % de l'ensemble des actifs dans les pays nord-européens, contre 4 à 5 % uniquement pour les emplois agricoles.



du système politique nordique (hormis naturellement la composante ethno-linguistique pour le SFP suédophone en Finlande), et rassemblant le plus souvent des strates sociales diversifiées. Seul le soutien électoral de la *Venstre* au Danemark dénote avec cette présentation d'ensemble, et possède les caractéristiques générales d'un électorat essentiellement bourgeois<sup>41</sup>.

Les électorats libéraux nordiques contemporains admettent une proportion équivalente d'hommes et de femmes, et il n'existe aucune claire indication d'un *gender gap* persistant au sein des troupes libérales, ces dernières fluctuant par ailleurs d'un scrutin à l'autre. Les écarts les plus marqués s'observent dans l'électorat de la *Venstre* danoise avec un total de 60 % d'électeurs masculins en 1998 et du SFP finnois (62 % de femmes)<sup>42</sup>.

S'ils recrutent dans toutes les tranches d'âges, les libéraux scandinaves obtiennent en revanche des scores notables auprès des plus jeunes, qui représentent, en règle générale, entre un quart et un tiers de leur électorat<sup>43</sup>. Le libéralisme trouve naturellement auprès des étudiants un vivier privilégié : ces derniers participent pour 24 % à l'électorat de la RV en 1998 au Danemark ; en Norvège, la formation de Lars Sponheim a totalisé 14 % des suffrages étudiants en 1997 ; côté suédois, le Fp a obtenu respectivement 8 et 12 % des voix auprès des étudiants lors des législatives de 1998 et 1994.

Par contraste, les appuis populaires de la *Venstre* au Danemark et du SFP finnois se révèlent sensiblement plus âgés : du côté des libéraux suédophones en Finlande, 48 % des électeurs de 1999 ont entre 45 et 59 ans, les plus jeunes constituant à peine 9 % du soutien au SFP. En 1998, au Danemark, la formation emmenée par Uffe Ellemann-Jensen a remporté 30 % des suffrages chez les plus de 60 ans, ces derniers représentant un tiers de son électorat en 1998 contre 18 % seulement pour les moins de 30 ans.

A l'examen de la composition socio-professionnelle de l'électorat de la *Venstre* danoise, l'impact de la bourgeoisie traditionnelle est net. Les libéraux danois préservent toujours en 1998 leur base agrarienne originelle et recueillent 71 % des voix agricoles (qui représentent toutefois 6 % seulement en composition de l'électorat de la *Venstre*). Le mouvement réalise des scores supérieurs à sa moyenne nationale auprès des cadres supérieurs (29 % des voix), des travailleurs indépendants (27 %), des retraités (27 %) et des femmes au foyer (44 %). Au total, les salariés du secteur privé et les travailleurs indépendants représentent près des trois

---

<sup>41</sup> L'analyse sociologique et idéologique des électorats libéraux a été conduite à partir des données des enquêtes électorales danoise (1998), finnoise (1999), norvégiennes (1993 et 1997) et suédoises (1994 et 1998). Les sources et crédits pour l'ensemble de ces enquêtes sont détaillés en annexe de cette contribution. En raison de la faiblesse des effectifs en 1999, les données relatives au LKP et au NUORS finnois n'ont pu être considérées pour l'analyse. Outre les variables socio-démographiques classiques, les corpus de données utilisés comprennent des indices d'auto-classement des répondants sur l'échelle gauche-droite, les votes déclarés rétrospectifs, ainsi qu'une batterie complète d'indicateurs idéologiques. Toutes les comparaisons de positionnement des électorats nordiques ont été effectuées au moyen des méthodologies appropriées, permettant d'isoler les différences statistiquement significatives entre les groupes.

<sup>42</sup> En 1998, l'électorat RV comporte 55 % d'hommes, contre 51 % pour la *Venstre* norvégienne (Gallup-1997). Les femmes représentent respectivement 53 et 51 % de l'électorat des libéraux suédois en 1998 et 1994.

<sup>43</sup> En 1998, la *Radikale Venstre* a été créditée de 8 % des voix chez les moins de 30 ans, qui forment 34 % de son électorat. De la même façon, la *Venstre* norvégienne a réalisé un bon score auprès des jeunes (11 % des voix selon Gallup en 1997), recrutant majoritairement chez les actifs de 45-59 ans (38 % de ses électeurs en 1997, 30 % en 1993) et chez les moins de 30 ans (22 % de son électorat en 1997, 23 % en 1993). En Suède, les libéraux ont obtenu 7 % des suffrages auprès des moins de 30 ans en 1998 et 8 % en 1994. La plus jeune des tranches d'âge représente 27 % de l'électorat du Fp en 1998, 36 % en 1994.

quarts (72 %) de l'électorat libéral en 1998. Seuls 27 % des électeurs de la *Venstre* en 1998 possèdent par ailleurs un diplômé universitaire.

Pour le reste, la sociologie du libéralisme nordique demeure relativement disparate, principalement fondée sur les classes moyennes salariées diplômées et urbaines, à l'image du petit parti libéral finnois dont le support électoral est recruté en majorité dans le secteur public éducatif, fortement éduqué et urbain (Martikainen, Yrjönen 1991). Outre la captation d'un électorat jeune étudiant, la *Radikale Venstre* au Danemark mobilise majoritairement auprès des classes moyennes et supérieures salariées (46 % de son électorat en 1998) du secteur public (59 % des électeurs de la RV en 1998), assez fortement diplômées, puisqu'au total près des deux-tiers (65 %) des électeurs radicaux possèdent un diplôme universitaire. Le mouvement de Marianne Jelved accuse, en revanche, un sévère retard auprès des travailleurs indépendants et des ouvriers, la RV recueillant à peine 1 % des voix dans ces deux catégories en 1998.

Hétérogénéité, également, pour ce qui concerne le mouvement aux urnes en faveur de la *Venstre* norvégienne<sup>44</sup>. Cette dernière réunit 37 % de son électorat de 1997 auprès des couches salariées moyennes et supérieures, pour l'essentiel fonctionnaires dans le secteur public (avec un poids de 53 % en 1997 et de 63 % lors des élections de 1993), possédant, là aussi, un niveau d'éducation universitaire particulièrement élevé (60 % de l'électorat libéral, Gallup 1997). En revanche, les libéraux norvégiens totalisent respectivement 2 et 3 % des suffrages ouvriers lors des scrutins généraux de 1997 et 1993.

Le poids des classes moyennes et supérieures est beaucoup plus net pour ce qui concerne le *Folkpartiet Liberalerna* : elles représentent 67 % au total de son électorat en 1998 et 63 % en 1994, également réparties entre secteurs public et privé. En comparaison, le parti de Lars Leijonborg fait plutôt mieux auprès des travailleurs indépendants (8 % des suffrages exprimés dans cette catégorie en 1998), mais peine lui aussi à recruter auprès des couches populaires (avec 3 et 4 % des votes ouvriers en 1998 et 1994).

Parce qu'il épouse d'abord les contours de la communauté suédophone de Finlande, le SFP s'adresse naturellement à une clientèle électorale plus diversifiée, non directement associée avec des groupes sociaux ou secteurs d'intérêts spécifiques<sup>45</sup>. En 1995, l'électorat du SFP se compose pour 31 % de salariés –employés et cadres–, pour 16 % d'ouvriers et 10 % de travailleurs indépendants (Arter, 1999c). En 1999, les couches moyennes et supérieures salariées constituent 39 % de son soutien, contre 15 % pour les ouvriers. Au total, 55 % des électeurs du *Svenska folkpartiet* des dernières élections législatives travaillent dans le secteur privé.

Les libéraux du SFP concentrent traditionnellement leurs forces dans les quatre provinces suédophones parmi les quinze circonscriptions finlandaises, dans les régions côtières du Sud et de l'Ouest : en 1999, ils obtiennent 20.7 % des suffrages au Vaasa, 11.3 % dans le

---

<sup>44</sup> Phénomène historique, nous l'avons souligné à l'étude du processus même de formation du parti libéral norvégien comme collection d'intérêts multiples, illustrée par la publication récente des données de l'enquête post-électorale de 1949. L'électorat de la *Venstre* au sortir de la seconde guerre mondiale était composé pour 19 % d'ouvriers, 37 % d'employés, 30 % d'agriculteurs et 15 % de travailleurs indépendants et chefs d'entreprise (Barton, 1998).

<sup>45</sup> Avec, toutefois, certaines difficultés à faire le plein des voix au sein de la minorité linguistique : en 1999, 73 % au total des Finlandais de langue suédoise ont voté pour le mouvement conduit par Jan-Erik Enestam, une partie des couches populaires se reportant plus volontiers sur les sociaux-démocrates (6 % au total de l'électorat suédophone a voté pour le SDP lors des dernières législatives).

circonscription d'Uusimaa (Nyland), 9.1 % à Helsinki et 5 % dans le Sud-Ouest (Varsinais-Suomi).

Ailleurs, le libéralisme s'est transformé en une mouvance politique à dominante urbaine, à l'image de la RV danoise qui obtient, en 1998, ses meilleurs scores dans les trois circonscriptions de København et Frederiksberg avec plus de 6 % des suffrages. Les sociaux-libéraux réunissent 9 % des voix au sein des grandes agglomérations urbaines contre 2 % seulement dans les petites communes rurales. En Finlande, le LKP a accompagné son déclin électoral d'une évolution progressive de sa géographie électorale, depuis les bastions historiques du libéralisme au Nord et à l'Est vers les terres urbaines des grandes villes du Sud du pays <sup>46</sup>. En 1995, le NUORS apparaît comme un mouvement néo-libéral urbain, fortement implanté dans la capitale avec 6 % des suffrages, sa périphérie immédiate (5.2 % des voix dans la circonscription d'Uusimaa), ainsi que dans la ville de Turku (4.3 %). On retrouve, en 1999, une géographie très comparable, prioritairement centrée sur Helsinki (2.4 %) et sa proximité (2.2 %, Uusimaa).

En Suède, le Fp a historiquement souffert de la concurrence de la Ligue paysanne (*Bondeförbundet*) à partir de 1921, puis du parti du centre. Les libéraux suédois ne sont jamais véritablement parvenus à mobiliser les masses rurales et leurs zones de force se sont progressivement déplacées vers les grandes agglomérations du pays. En 1998, le Fp réunit moins de 2 % des voix chez les agriculteurs et concentre ses appuis en milieu urbain : Stockholm (7.5 % des voix), Göteborg (6.6 %) et Uppsala (6.2 %).

Déclin, sans doute moins marqué, de la *Venstre* auprès des populations agricoles en Norvège, où la dimension territoriale conserve toute sa saillance (Midtbø, Hines, 1998). En 1957, les libéraux obtenaient encore 23 % des suffrages auprès des agriculteurs, contre 6 % en 1981 (Leiphart, Svåsand, 1988) et 7 % lors du scrutin législatif de 1997. A cette occasion, l'électorat libéral se partage encore entre petites communes de 2000 à 20.000 habitants (autour d'un tiers) et grandes agglomérations (dont la contribution à l'électorat libéral est d'environ un quart en 1997 et 1993). Surtout, le parti de Lars Sponheim concentre ses forces sur le sud-ouest du pays (48 % de son électorat de 1997) <sup>47</sup>.

A l'inverse, la *Venstre* danoise conserve un héritage agrarien et une implantation rurale plus forte. En 1998, les libéraux obtiennent 37 % des voix dans les petites communes rurales contre 18 % dans les agglomérations urbaines. Ils retrouvent à l'occasion des législatives leurs bastions du Jylland à l'ouest du pays, avec des pointes à plus de 30 % des voix dans les circonscriptions de Ribe (34.2 %), Ringkøbing (33.7 %), Sønderjylland (30.9 %) ou de Viborg (30 %). Le parti d'Uffe Ellemann-Jensen dépasse encore sa moyenne nationale dans l'île orientale de Bornholm, avec 32.6 % des voix, et réalise en revanche des scores plus restreints dans la capitale avec moins de 15 % des suffrages exprimés dans les circonscriptions de København et Frederiksberg.

<sup>46</sup> Une fois la lutte pour la république terminée, les libéraux ont cédé la place aux agrariens et à leur approche plus spécifiquement centrée sur les intérêts corporatistes et économiques des communautés agricoles de petits fermiers du nord et de l'Est de la Finlande. A partir des années 1920, le parti progressiste national a perdu sa clientèle de petits propriétaires à l'Est et au nord au profit du centre agrarien.

<sup>47</sup> Aux élections de 1997, les libéraux dépassent leur moyenne nationale dans 5 des 19 circonscriptions. Leurs meilleurs scores se concentrent sur leurs zones de force occidentales : Sogn og Fjordane (9.2 %), Hordaland (7.1 %), Møre og Romsdal (7.1 %) ou Rogaland (5.6 %), ainsi que dans le comté centre-nord du Nord-Trøndelag (4.7 %). Ils obtiennent autour de 3 % des voix dans le centre-Est et sont proches de leur score national dans la capitale (4.2 %) (Source: *Aftenposten interaktiv / Stortinget*).

## L'univers idéologique des électorats libéraux

En termes de positionnement spatial sur l'axe gauche-droite, seuls les supporters du Fp suédois correspondent à un profil strict de centre politique entre les blocs socialistes et conservateurs modérés. Les libéraux partagent en 1998 avec la *Kristdemokraterna* le centre de l'échiquier politique, les électeurs du *Centerpartiet* demeurant, comparativement, plus proches des écologistes du *Miljöpartiet* <sup>48</sup>.

Avec ces derniers, les libéraux du Fp ont en commun une plus grande sensibilité à l'environnement (très en deçà cependant des scores records obtenus par les verts) et à l'éducation, premier enjeu en importance cité par l'électorat libéral de 1998 (56 %). En matière économique, les supporters du *Folkpartiet* occupent le plus souvent une position commune aux partis du centre de l'échiquier politique (C et Kd), à mi-chemin de la gauche SAP et du conservatisme modéré du *Moderata Samlingspartiet*.

A gauche, les supporters de la *Radikale Venstre* danoise et de la *Venstre* norvégienne se placent plus volontiers à proximité des électeurs sociaux-démocrates. Au Danemark, en 1998, les électeurs RV partagent une situation au centre-gauche similaire à celle de la social-démocratie, qui les distingue à la fois de la gauche socialiste et du bloc bourgeois. Les sociaux-libéraux présentent des niveaux très similaires aux sociaux-démocrates sur l'ensemble des indicateurs d'interventionnisme, de laisser-faire économique ou de renforcement du secteur public, qui les dissocient à la fois du *Socialistisk Folkeparti* et du bloc non-socialiste. Sur les dimensions de la nouvelle politique, les supporters de Marianne Jelved en 1998 placent l'environnement en tête de leurs préoccupations (31 % de réponses "très important") et obtiennent, en commun avec les électeurs du SF, des scores élevés sur échelle de permissivité face à l'immigration.

Côté norvégien, les libéraux de la *Venstre* se trouvent, à deux reprises en 1997 et 1993, à une très faible distance des travaillistes du DNA et des ex-agrariens du Sp sur l'axe gauche-droite. En termes idéologiques, les électeurs libéraux obtiennent le deuxième plus haut score, derrière le *Sosialistisk Venstreparti*, sur une échelle de solidarité sociale et campent au centre avec le Krf sur la question du développement du secteur privé, les plus hostiles demeurant les électeurs du SV, face aux deux blocs modérés à gauche (DNA et Sp) et à droite (H). La composante environnementaliste domine en 1997, tout comme en 1993, mais l'électorat libéral demeure assez proche en attitudes des autres grands partis de gouvernement sur un indice de libéralisme culturel (polarisé, il est vrai, par la présence aux deux extrêmes du SV et du *Kristelig Folkeparti*) <sup>49</sup>.

Par contraste, les supporters du SFP suédophone et de la *Venstre* danoise appartiennent sans ambiguïté au camp droitier de leurs systèmes respectifs. En 1999, 68 % des électeurs SFP se situent "plutôt à droite" sur une échelle en 5 positions, 32 % s'estimant "à droite". Le parti de Jan-Erik Enestam occupe ainsi une position médiane entre le centre (KESK) et les conservateurs de la KOK, très proche de ces derniers sur les thèmes du libéralisme économique, de la réduction du rôle de l'Etat ou des privatisations. Sur la dimension autoritaire, en revanche, les supporters du SFP s'opposent très clairement à ceux de la Ligue chrétienne (SKL), et rejoignent les écologistes de la VIHR au pôle permissif de l'axe (Sänkiaho, 1995b).

<sup>48</sup> Sur la période 1985-1994, ce placement au centre du jeu politique s'est révélé très stable (Widfeldt, 1999a).

<sup>49</sup> Ces données sont globalement confirmées par les analyses de socio-styles réalisées par l'institut Gallup-Norvège, qui placent les libéraux à gauche des travaillistes sur un axe société-individu, et en position médiane sur un axe tradition-modernité (*Gallup Life style segmentation model Kompass*) (Vibe, 1999).

Au Danemark, enfin, la *Venstre* constitue le centre de gravité d'un bloc bourgeois qui englobe sur son flanc gauche le Krf et, sur son aile droite, les conservateurs du KF et les extrémistes du *Dansk Folkeparti*. En 1998, les électeurs libéraux ont plutôt voté sur des questions liées aux prélèvements obligatoires et aux dépenses publiques, avec des niveaux de préoccupations similaires à ceux des supporters du parti conservateur. En termes idéologiques, les électeurs de la *Venstre* danoise obtiennent le score le plus haut avec les conservateurs sur une échelle de réduction du secteur public, et partagent avec le KF, le Krf et le DF les notes les plus basses sur l'indice d'interventionnisme étatique. L'inclusion de la *Venstre* au sein du bloc non-socialiste est confirmée par l'examen des attitudes de ses électeurs sur les composantes autoritaire et environnementaliste. Les supporters libéraux présentent un faible niveau de préoccupation pour l'environnement, une vision restrictive de l'immigration (en commun avec le KF mais en deçà des scores obtenus à l'extrême-droite par le *Fremskridtspartiet* et le *Dansk Folkeparti*) et une disposition sécuritaire comparable à celle des conservateurs.

Cette conjonction d'une sociologie plus bourgeoise et d'un corpus doctrinal marqué à droite sur la dimension du libéralisme économique a permis à la *Venstre* danoise de fidéliser un contingent électoral au-delà de 20 % des voix depuis le vote au Folketing de 1994. Les libéraux y ont retrouvé 73 % de leur soutien de 1990, généré un flux net de 11 % d'électeurs conservateurs et mobilisé 32 % des voix chez les premiers votants (Thomsen, 1995). En 1998, ce sont encore 78 % des électeurs libéraux de 1994 qui portent leurs suffrages sur le mouvement conduit par Uffe Ellemann-Jensen, soit le deuxième plus faible taux de volatilité après les sociaux-démocrates (83 %).

La stabilité du soutien populaire aux libéraux danois est indicative du rôle prédominant joué par la *Venstre* au sein du système de partis. D'une façon générale, en Scandinavie, les partis dominants des pôles socialistes et bourgeois sont parvenus à préserver un niveau élevé de loyauté partisane, et ce en dépit d'une certaine décline de leurs forces électorales (Borre, Goul Andersen, 1997 ; Aardal, Valen, 1997). Les bases du libéralisme se sont, dans la plupart des autres contextes, révélées beaucoup plus volatiles dans le temps, laissant souvent les partis libéraux nordiques en situation de voie de transit entre les blocs de gauche et de droite ou de concurrence directe avec les autres acteurs du centre politique.

En 1994, la *Radikale Venstre* danoise retrouve 63 % de son électorat de 1990, taux qui chute à 58 % entre 1994 et 1998. Lors des dernières législatives, 18 % des électeurs de la RV de 1994 se sont déplacés vers les sociaux-démocrates, 16 % vers les partis bourgeois. En Norvège, les libéraux présentent en 1993 et 1997 les plus grandes difficultés à stabiliser un soutien électoral fluctuant et possèdent le plus haut niveau de volatilité. Entre 1989 et 1993, la *Venstre* s'est assurée 38 % à peine de son support aux urnes, avec plus d'un tiers (35 %) de ses électeurs de 1989 égarés au profit de la gauche (SV et DNA) et 17 % vers le Sp. En 1997, les libéraux retrouvent 53 % seulement d'électeurs stables par rapport aux précédentes législatives, soit encore une fois le plus faible degré de constance de l'ensemble des partis norvégiens. Leurs déperditions se ventilent à gauche (16 % vers la gauche socialiste et les travaillistes), 19 % vers le Krf et 7 % en direction des conservateurs de la *Høyre*. Entre le scrutin local de 1995 et les législatives de 1997, le mouvement de Lars Sponheim a été abandonné par plus de la moitié (52 %) de ses électeurs (Gallup, 1997).

Même conclusion pour ce qui concerne les libéraux suédois. Aux élections générales de 1998, la formation emmenée par Lars Leijonborg enregistre le plus fort degré d'instabilité et s'assure le retour de 53 % uniquement de ses électeurs de 1994. Au total, 10 % de ses supporters ont

voité pour un parti de gauche (SAP ou V), 16 % pour les conservateurs modérés et 15 % ont choisi les chrétiens-démocrates de la *Kristdemokraterna*. En 1994, seuls 52 % déjà des électeurs libéraux de 1991 avaient à nouveau choisi de porter leurs suffrages sur le Fp.

Seule autre exception à l'inconsistance des électors libéraux, le SFP finnois enregistre un taux de loyauté sensiblement plus élevé, dans un contexte global, il est vrai, de moindre volatilité électorale, en relative augmentation à partir des législatives de 1991 (Grönlund, 1997). Le parti de la minorité suédophone récupère, en 1999, 71 % de son électorat de 1995 et 65 % des acquis des municipales d'octobre 1996 (soit un taux comparable à celui des sociaux-démocrates du SDP, mais en retrait cependant des niveaux observés pour le KESK au centre ou la *Kansallinen Kokoomus* à droite, avec 81 % de fidèles dans les deux cas).

## Organisation et structure des partis libéraux nordiques

Les différences d'impact électorale des formations libérales nordiques trouvent leur traduction dans l'organisation même des partis, leur nature ou les liens qu'ils entretiennent avec les groupes d'intérêts organisés. D'une structure relativement comparable à l'ensemble des formations politiques en Europe du Nord, les partis libéraux sont avant toute chose régis par un modèle de parti de cadres sans connexion forte avec les mondes sociologiques, secteurs d'activité et corporations professionnelles.

Dans leur totalité, les mouvements du libéralisme nordique contemporain sont organisés sur la base d'une armature stratarchique scandinave classique, dirigée au sommet par un comité national et un organe exécutif. Le plus souvent, l'architecture partisane demeure distincte du groupe parlementaire, implantée sur le terrain au travers de branches locales-communales elles-mêmes représentées au sein d'une conférence nationale réunissant les délégués mandatés par les adhérents au niveau des circonscriptions, districts, provinces ou autres types d'unités sub-nationales pour la désignation des candidatures électorales et des fonctions de direction au sein de l'appareil partisan <sup>50</sup>.

A l'instar des autres formations partisans du paysage scandinave, les partis libéraux ont développé un ensemble d'organisations périphériques segmentées, sous la forme de structures

---

<sup>50</sup> Au Danemark, l'organisation de la *Venstre* repose sur cet agencement hiérarchique, autour d'une conférence annuelle (*Landsmøde*), un comité national (*Hovedbestyrelse*) et un bureau exécutif (*Forretingsudvalg*). Le leader du parti dirige le plus souvent à la fois le parti et le groupe parlementaire. La *Radikale Venstre* de Marianne Jelved présente une configuration très similaire : comité national (*Hovedbestyrelse*, 105 membres), réunion annuelle de la Conférence nationale (*Landsmøde*) des délégués mandatés par les 200 branches locales au sein de 16 fédérations régionales, exécutif national de 13 membres (*Forretingsudvalg*). Là aussi, le leader du parti est également, dans la plupart des cas, le président du groupe parlementaire. En Finlande, le SFP est fondé sur un ensemble de branches locales (*Lokalavdelningarna*), regroupées en fédérations de districts. Le congrès du parti (*Partidagen*) réunit autour de 300 délégués pour l'élection d'un exécutif national (*Centralstyrelsen*) composé de 29 membres. De la même façon, le LKP finnois d'Altti Majava possède une conférence nationale (*Puoluekokous*) pour la désignation d'un comité central (*Puoluevaltuusto*), la direction opérationnelle du parti étant assurée par le comité exécutif (*Puoluehallitus*). L'organisation de la *Venstre* norvégienne repose sur quelque 350 branches municipales, réunies au niveau de la province (*Fylke*) pour la nomination des candidats du parti aux élections. Au plan national, on retrouve ici aussi une conférence annuelle (*Landsmøte*), un conseil national (*Landsstyre*), un comité exécutif national (*Sentralstyret*) et un groupe parlementaire (*Stortingsgruppe*). En Suède, enfin, le Fp est régi par un congrès national (*Landsmøte*), son exécutif national (*Partistyrrelse*) et le comité exécutif (*Partiledningen*) dirigé par le président du parti. Les bases de l'organisation reposent sur 600 associations municipales (ou de quartiers-*Kommunföreningar*). Lars Leijonborg dirige le parti depuis mars 1997, Bo Kånberg occupe le poste de Président du groupe parlementaire.

latérales : groupements de femmes, de jeunes ou d'étudiants, groupes de travail thématique et autres organisations sectorielles à l'adresse de clientèles ciblées <sup>51</sup>.

Au final, cependant, les formations libérales nordiques ne jamais véritablement parvenues, à l'exception de la *Venstre* danoise et, dans une certaine mesure, du SFP suédophone en Finlande, à construire un réseau de liens formels ou informels avec des groupes socio-professionnels spécifiques ou des intérêts corporatistes fortement organisés <sup>52</sup>. Rien, en tout état de cause, à la mesure des attaches qu'ont pu tisser les partis sociaux-démocrates avec les syndicats ouvriers, les partis conservateurs auprès des confédérations patronales et des milieux d'affaires, ou les formations paysannes avec les structures coopératives du monde agricole (Sundberg, 1994 ; Lindström, Wörlund, 1988)

En termes de *membership*, les mouvements libéraux nordiques gardent les traits caractéristiques de partis de cadres ou d'élites, faiblement organisés, éminemment sensibles à l'effet de *leadership* et incapables de rivaliser en force avec les grands partis de masse nordiques, quand bien même ces derniers ont tous subi, à des degrés divers, une baisse sensible de leur volume d'adhérents depuis 1945 (Holmberg, Schmitt, 1995 ; Svåsand, 1994 ; Bille, 1994), et connu, comme beaucoup de partis en Europe occidentale, un processus de "cartélisation" et distanciation progressive de la société civile vers l'Etat (Katz, Mair 1995 ; Sundberg, 1997 ; Pierre, Widfeldt, 1994 ; Widfeldt, 1999b).

Au Danemark, la *Radikale Venstre* possède les attributs du parti de cadres centralisé et a subi une chute spectaculaire de son potentiel adhérent de 36.000 membres en 1953 à 6.000 seulement en 1998. En Finlande, le petit parti libéral LKP réunit à peine 3.000 adhérents en 1998 contre 11.000 à la fin des années 1970. En 1998, la *Venstre* norvégienne possède un effectif total de 7.300 adhérents, contre 11.300 au début de la décennie. A titre de comparaison, les deux principaux partis travailliste et conservateur, en Norvège, réunissent respectivement 97.000 et 146.000 membres à la même époque.

Côté suédois, les libéraux du Fp ont vu leur *membership* glisser de 97.000 adhérents au début des années 1950 à 23.000 membres uniquement en 1998, épousant, il est vrai, une tendance au déclin relatif des effectifs des principaux partis suédois et du degré d'implication de leurs militants. En 1995, les sociaux-démocrates du SAP revendiquaient encore 260.000 adhérents

---

<sup>51</sup> La *Venstre* et la *Radikale Venstre* possèdent toutes deux leurs organisations affiliées de jeunesse (*Venstres Ungdom*, *Radikal Ungdom*). Les sociaux-libéraux ont mis en place un club de réflexion (*Uddannelsesudvalget*), tandis que les libéraux de la *Venstre* ont établi une association de formation pour adultes (*Liberal Opplærings Forbund-LOF*) qui réunit chaque année près de 200.000 personnes dans plus de 200 centres d'éducation complémentaire. En Finlande, les libéraux du LKP ont également créé une Ligue de la Jeunesse libérale ainsi qu'un mouvement de femmes. Les suédophones du SFP possèdent une organisation féminine (*Svenska Kvinnoförbundet*) depuis 1907 et un mouvement de jeunesse (*Svensk Ungdom*), établi pour sa part en 1943. En Norvège, la *Venstre* a mis sur pied une organisation de la jeunesse libérale (*Unge Venstre*) ainsi qu'un ensemble d'organisations auxiliaires traditionnelles au sein des partis norvégiens (femmes, étudiants, groupes écologistes, etc.). Côté suédois, les libéraux du *Folkpartiet Liberalerna* ont privilégié une stratégie de développement de 'single issue activity' au sein du parti : Alliance des Jeunes Libéraux (*LUF-Liberala Ungdomsförbundet*), Etudiants Libéraux (*Liberala Studenter*), organisme d'éducation pour adultes (*SV-Studieförbundet Vuxenskolan*), Centre libéral international suédois (*SILC-Svenskt Internationellt Liberalt Centrum*), Femmes libérales (*Liberalernas Kvinnoförbunds*), mouvement de l'écologie libérale (*Gröna liberaler*), Homosexuels libéraux (*Homosexuella Liberaler-HL*), etc...

<sup>52</sup> Dans un contexte, notamment, de taux records de syndicalisation (au-delà de 80 % au Danemark ou en Suède, par exemple).

(contre plus d'un million en 1990, à la veille de l'abandon des pratiques d'adhésion collective automatique des membres des syndicats) <sup>53</sup>.

### Effectifs des partis libéraux scandinaves depuis 1945

	DK		S	FIN	DK		N	S	FIN		
	V	RV	Fp	SFP	V	RV	V	Fp	LKP	SFP	
1945	155.000				1972	119.000	24.000	13.200	70.400		47.000
1946	178.300				1973	114.100	24.000	9.400	69.200		45.500
1947	193.000				1974	112.500	22.000	7.400	62.800		44.500
1948	198.000				1975	113.100	20.100	6.500	59.400		43.300
1949	199.000				1976	109.800	18.000	8.000	59.400		42.400
1950	201.400				1977	105.500	14.300	8.800	57.200		42.000
1951	198.700		97.000		1978	100.200	14.000	9.200	55.700	11.000	41.900
1952	189.800				1979	98.400	13.000	9.600	54.300		41.700
1953	186.800	36.000			1980	94.700	10.100	12.000	50.500		42.400
1954	187.600			48.500	1981	92.800	10.000	12.600	47.500		42.300
1955	188.000			50.300	1982	95.800	9.800	12.000	46.900		42.900
1956	189.800			52.800	1983	89.400	10.000	12.500	43.600		43.900
1957	189.100			51.800	1984	86.900	11.000	11.600	42.500		44.900
1958	191.900				1985	87.400	10.100	11.000	45.200	8.600	45.200
1959	182.800				1986	88.300	10.100	10.200	44.600		46.200
1960	192.600	35.000	90.000	50.600	1987	85.600	10.000	11.800	45.800		46.400
1961	189.200	30.600	88.800	48.900	1988	82.800	9.900	11.200	46.500		45.600
1962	185.300	32.100	85.200	50.400	1989	79.400	9.900	12.900	43.000		45.900
1963	180.900	31.600	89.900	51.400	1990	78.400	8.000	11.300		2.000	43.700
1964	181.200	30.000	88.500	51.000	1991	75.200	6.600	11.400			42.800
1965	177.600	30.000	87.400	50.000	1992	73.900	6.200	7.800			40.000
1966	168.500	25.600	86.232	47.600	1993	73.300	6.000	7.300			
1967	159.300	27.900	85.300	47.600	1994	82.400	5.900	7.300			39.100
1968	155.900	27.900	85.356	48.100	1995	83.000	5.500	7.100	31.000		36.900
1969	149.100	25.000	80.500	47.000	1996	83.000	5.500	7.000			35.000
1970	136.200	25.600	76.300	49.200	1997	82.700	5.500	7.500			34.300
1971	128.600	25.000	75.700	47.700	1998	79.200	6.000	7.300	23.000	3.000	32.400

Sources : Danemark : 1945-1959 (Thomas, 1988) ; 1960-1989 (Bille, 1992, 1998) ; 1990-1998 : *Venstre, Det Radikale Venstre*. Finlande : Sundberg, 1998 ; Arter, 1988 ; Gylling, Sundberg, 1992 & 1994 ; 1994-1998 : *Svenska folkpartiet*. Norvège : 1973-1984 (Leiphart, Svåsand, 1988) ; 1985-1990 (Svåsand, 1992) ; 1990-1998 : *Venstre*. Suède : 1960-1989 : Pierre, Widfeldt, 1992 ; 1998 : *Folkpartiet liberalerna*

En Finlande, le SFP a sans doute bénéficié de son implantation au sein du milieu associatif suédophone. Le parti a étendu ses ramifications autour d'un réseau de 150 branches locales réparties sur 67 municipalités. En 1998, il maintient avec 32.400 membres (39.700 en ajoutant les organisations de jeunesse et féminine) un effectif global en retrait par rapport au total de 50.000 adhérents au début des années 1960 (en comparaison de 78.000 membres pour le SDP et des 240.000 adhérents du KESK).

Seul cas réellement "déviant", la *Venstre* s'affirme comme l'une des structures partisans les plus développées au Danemark dans la tradition d'un grand parti de masse agrarien fondé à l'origine sur le monde rural, les organisations de fermiers et les mouvements coopératifs de petits cultivateurs. Le parti possède actuellement 860 branches locales (*lokale vælgerforeninger*) distribuées à l'intérieur de 17 fédérations régionales. Dans des circonstances de déclin marqué des effectifs partisans des quatre formations traditionnelles (de 600.000 membres en 1960 à 200.000 en 1990) et malgré la décroissance du secteur agricole, les libéraux danois ont mieux préservé leurs forces vives pour rassembler en 1998 un total de 83.000 adhérents, soit le volume le plus important devant les sociaux-démocrates

<sup>53</sup> De par sa naissance à l'intérieur du Riksdag, le Fp a, dès les origines, correspondu à un modèle de parti de cadres, en opposition aux mouvements ouvrier (SAP) et agrarien (C) d'origine extra-parlementaire. Ce n'est qu'à partir de 1945 que les libéraux entreprendront le développement de leurs effectifs adhérents sur le modèle de ces grandes formations de masse.



(65.700 membres), mais assez loin, il est vrai, des 200.000 membres revendiqués par la *Venstre* au début des années 1950 <sup>54</sup>.

## Stratégies partisans

Le double constat d'une disparition progressive des forces vives de la famille libérale nordique et de la faiblesse organisationnelle de ses appareils partisans apparaît en net décalage avec la réalité empirique du rôle accru de "pivot" effectivement joué par les mouvements libéraux, de leur potentiel de coalition maintenu par la nature consensuelle intrinsèque aux démocraties scandinaves et renforcé, dans la période récente, par l'extension des alternatives bourgeoises face à la toute-puissance social-démocrate.

Du modèle consociatif défini par Lijphart (Lijphart, 1968 & 1997), les démocraties nord-européennes possèdent assurément la composante consensuelle de recherche de compromis inter-élites (Elder, Thomas, Arter, 1983), dont nombre d'auteurs soulignent la genèse au milieu des années 1930 au travers des accords historiques négociés un peu partout en Europe du Nord entre sociaux-démocrates et agrariens (Sundberg, 1999) <sup>55</sup>. Les modalités de poursuite du consensus ont, naturellement, varié d'un contexte à l'autre, mais ont régulièrement augmenté l'impact des partis mineurs du centre politique.

Second élément essentiel, les systèmes politiques nordiques ont tous connu une altération sensible de leurs modes traditionnels de coopération inter-partis à partir des années 1960, qui a globalement ouvert sur de nouveaux types d'alternance politique, permis l'accès au pouvoir de gouvernements minoritaires issus du bloc bourgeois, et multiplié les combinaisons envisageables de coopération et compétition entre les divers protagonistes du système (Arter, 1999a).

Côté norvégien, par exemple, les divisions au sein du camp non-socialiste ont régulièrement favorisé la formation de gouvernements minoritaires DNA, en dépit d'une première "brèche" dans l'agencement traditionnel sous la forme d'un fugitif gouvernement bourgeois, dirigé par le centriste John Lyng en 1963, et avant le premier mandat significatif de l'exécutif non-socialiste mis sur pied par Per Borten (Sp) entre 1965 et 1971 (Svåsand, 1992) <sup>56</sup>. En Suède, l'installation du gouvernement non-socialiste Fällidin en 1976 marque la fin historique de 44 années de règne social-démocrate sans partage.

Au Danemark, l'alternative non-socialiste prend les rênes du pouvoir en 1982 après la défaite électorale de la *Socialdemokratiet*, sous la direction de Poul Schlüter, pour une longue période

<sup>54</sup> Outre leurs 42 élus au Folketing, les libéraux possèdent, en 1998, 124 élus régionaux répartis dans 14 conseils (avec la présidence du conseil régional dans 7 régions), 1.552 élus municipaux dans 275 communes et assurent la direction de 115 conseils municipaux.

<sup>55</sup> L'expérience finnoise demeure sans nul doute la plus proche de l'idéal-type consensuel, au regard du modèle dominant de coalitions finlandaises "rouges-verts" entériné par le compromis de 1937 entre agrariens et socialistes, après que le SDP ait longtemps été exclu des coalitions gouvernementales par les partis du bloc bourgeois (Sundberg, 1994). De 1937 à 1987, les exécutifs formés autour du centre de gravité constitué par les agrariens-centristes et les sociaux-démocrates prévalent, reléguant les conservateurs au seul statut d'opposants (Pesonen, 1995).

<sup>56</sup> Le prototype de gouvernement majoritaire DNA a dominé le jeu politique norvégien entre 1945 et 1961, face, notamment, au refus des travaillistes d'envisager une coopération formelle avec d'autres atomes du système au sein du Storting. Depuis 1961, toutefois, la situation d'un DNA prédominant est devenue exception pour laisser place à un modèle de gouvernement travailliste minoritaire, recherchant ses appuis parlementaires au gré des enjeux, suivant une stratégie du "slalom" (Arter, 1998).

de gouvernement conservateur de 1982 à 1993. En Finlande, enfin, il faut attendre 1987 et la première initiative d'une coalition "rouges-bleus", sous la houlette du conservateur Harri Holkeri. Cette déviation par rapport à la formule originelle de coalition est confirmée par la mise en place en 1991 du gouvernement quadripartite de centre-droit présidé par le centriste Esko Aho (Berglund, 1995) <sup>57</sup>.

Au sein de ces systèmes de partis nordiques "changeants", les libéraux ont été en mesure de sauvegarder une véritable capacité de coalition, accentuée par ce développement progressif de possibilités renouvelées au sein du camp bourgeois. A l'exception, sans doute, de la *Venstre* danoise, la plupart des formations libérales ont essentiellement joué un rôle charnière de force d'appoint au centre du jeu politique, en particulier dans les contextes où la prégnance d'archétypes de gouvernements minoritaires était moindre <sup>58</sup>.

Selon, toutefois, des modalités variables, passant d'un modèle scandinave "classique" de pivot au centre de l'échiquier politique pour le LKP finnois, le SFP suédophone et la *Venstre* norvégienne, à un rapprochement d'avec les sociaux-démocrates pour la RV danoise, une intégration croissante à l'intérieur des frontières du camp bourgeois pour le *Folkpartiet Liberalerna* suédois ou le rôle par la *Venstre* de partenaire des conservateurs du KF au sein des coalitions bourgeoises au Danemark.

La description en termes de formation partisane charnière s'applique au premier chef aux deux petits partis libéraux finnois, LKP et SFP, tous deux caractérisés par leur haut degré d'éligibilité pour la participation gouvernementale du fait de leur positionnement à mi-chemin de la gauche et de la droite sur un spectre politique polarisé, et de la tradition finlandaise de coalitions forgées au centre du jeu partisan <sup>59</sup>.

A partir de sa création en 1918, le parti progressiste national (*Kansallinen Edistyspuolue*) s'est trouvé régulièrement en situation de partenariat avec le milieu rural pour la défense de la nouvelle république. Dans les années 1930, il a pris part à toutes les coalitions. Les libéraux ont en outre fourni deux présidents de la république, l'ancien Jeune Finnois K.J. Ståhlberg (1919-1925) et Risto Ryti (1940-1944), ainsi qu'un total de neuf premiers ministres jusqu'en 1945. Depuis la fin de la guerre, le LKP et ses prédécesseurs ont été associés à 46 % des formations gouvernementales, particulièrement au cours des années 1970 où le parti libéral a apporté sa contribution à près de 80 % des exécutifs finlandais et constitué un auxiliaire régulier pour les coalitions "rouges-verts" jusqu'au cinquième gouvernement Sorsa installé en 1982.

### Gouvernements et majorités gouvernementales en Finlande depuis 1944

Période	Premier ministre	Parti	Gouvernement
1944-45	Paasikivi II.	Transit.	SDP SKDL ML LKP

<sup>57</sup> La pression forte exercée par l'Union soviétique a maintenu la KOK à l'écart des coalitions gouvernementales entre 1966 et 1987. Le changement de leadership et l'adoption d'une ligne plus conciliante à l'encontre du grand voisin communiste permettra aux conservateurs de rejoindre en 1987 le club des formations de gouvernement.

<sup>58</sup> Cela a été le cas, tout au moins jusqu'en 1973 au Danemark, où la plupart des gouvernements ont été constitués autour d'un parti singulier, soutenu au sein du Folketing par d'autres forces politiques, posant la recherche d'accord préalable comme condition *sine qua non* du maintien du gouvernement (Bille, 1998). Tradition, également, de gouvernement minoritaire en Suède, où la formule la plus courante est demeurée celle d'une "majorité cachée" de soutien à l'exécutif au sein du Riksdag (Lewin, 1998). Entre 1920 et 1998, le support parlementaire moyen pour les gouvernements a été de 42 %.

<sup>59</sup> Pour ne pas mentionner ici l'implication régulière des libéraux dans les gouvernements de transition de techniciens et experts nommés par la présidence pour faire face aux crises politiques.

1945-46	Paasikivi III.	Transit.	SDP SKDL ML LKP
1946-48	Pekkala	SKDL*	SKDL SDP ML SFP
1948-50	Fagerholm I	SDP	SDP
1950-51	Kekkonen I	ML**	ML LKP SFP
1951-51	Kekkonen II.	ML	ML SDP SFP
1951-53	Kekkonen III.	ML	ML SDP SFP
1953-53	Kekkonen IV.	ML	ML SFP
1953-54	Tuomioja	Transit.	LKP SFP KOK
1954-54	Törngren	SFP	SFP SDP ML
1954-56	Kekkonen V.	ML	ML SDP
1956-57	Fagerholm II.	SDP	SDP ML LKP SFP
1957-57	Sukselainen I	ML	ML LKP SFP
1957-58	Von Fieandt	Transit.	Experts
1958-59	Kuuskoski	Transit.	Experts
1959-61	Sukselainen II.	ML	ML SFP
1961-62	Miettunen I	ML	ML
1962-63	Karjalainen I	ML	ML KOK LKP SFP
1963-64	Lehto	Transit.	Experts
1964-66	Virolainen	ML	ML LKP KOK SFP
1966-68	Paasio II	SDP	SDP KESK SKDL
1968-70	Koivisto I	SDP	SDP SFP KESK SKDL
1970-70	Aura I	Transit.	Experts
1970	Karjalainen II.	KESK	KESK LKP SDP SKDL
1970-71	Karjalainen III.	KESK	KESK LKP SFP SDP
1971-72	Aura II.	Transit.	Experts
1972-72	Paasio II.	SDP	SDP
1972-75	Sorsa I	SDP	SDP KESK LKP SFP
1975-75	Liinamaa	Transit.	Experts
1975-76	Miettunen II.	KESK	KESK LKP SDP SKDL SFP
1976-77	Miettunen III.	KESK	KESK LKP SFP
1977-78	Sorsa II.	SDP	SDP SKDL KESK LKP SFP
1978-79	Sorsa III.	SDP	SDP KESK LKP SKDL
1979-82	Koivisto II.	SDP	SDP SKDL KESK SFP
1982	Sorsa IV.	SDP	SDP SKDL KESK SFP
1982-83	Sorsa V	SDP	SDP KESK LKP SFP
1983-87	Sorsa VI.	SDP	SDP KESK SFP PS
1987-91	Holkeri	KOK	KOK SDP PS
1991-95	Aho	KESK	KESK KOK SFP SKL
1995-99	Lipponen I.	SDP	SDP KOK VIHRR VAS
Depuis 1999	Lipponen II.	SDP	SDP KOK VIHRR VAS SFP

\* SKDL (Ligue populaire démocratique, *Suomen Kansan Demokraattinen Liitto*) jusqu'en 1987, puis VAS (Alliance de gauche, *Vasemmistoliitto*);

\*\* ML (Ligue agrarienne, *Maalaisliitto*) jusqu'en 1966, puis KESK (*Suomen Keskusta*).

A l'aube des années 1980, l'érosion du support électoral pour le LKP a néanmoins très largement entamé son potentiel de coopération avec les acteurs dominants du système et la tentative de fusion avec le centre en 1982 s'est avérée être un fiasco<sup>60</sup>. Evincé de la représentation parlementaire au sortir des élections générales de 1987, le LKP est tenu à l'écart de la coalition KOK-SDP-PS dirigée par Harri Holkeri jusqu'en 1991. Réduit aux acquêts avec un seul siège au sein de l'Eduskunta à l'issue du scrutin de 1991, le parti libéral ne peut prétendre revendiquer sa participation au gouvernement quadripartite bourgeois

<sup>60</sup> La décision de rejoindre les rangs du KESK, ratifiée par la conférence de Joensuu le 19 juin 1982, participait d'une volonté de consolidation du centre politique face à l'essor du SDP et de la KOK, et semblait former un aboutissement formel logique de la coopération gouvernementale et électorale régulière entre les deux formations (Arter, 1988). La tactique de convergence profitera en partie au centre agrarien, avec l'obtention d'un premier siège à Helsinki lors des élections de 1983 et permettra en retour la survie politique et financière du LKP. En novembre 1985, la rupture est consommée et provoque la diaspora d'éléments jeunes étudiants vers les écologistes en réaction au conservatisme du KESK.

d'Esko Aho, de même que les débâcles de 1995 et 1999 lui fermeront définitivement les portes des gouvernements "arc-en-ciel" de Paavo Lipponen à partir des législatives de 1995.

Autre force d'appoint du jeu politique finnois, le parti de la minorité linguistique suédophone a également largement contribué à la formation des équipes gouvernementales et a toujours défini son rôle en tant qu'artisan de la constitution des coalitions. Depuis l'indépendance en 1917, le SFP a pris part à plus des deux tiers (68 %) des coalitions avec les centristes et/ou les sociaux-démocrates, et brièvement occupé le poste de premier Ministre (Törnngren) en 1954. Les libéraux suédophones seront exclus du gouvernement conservateur Holkeri entre 1987 et 1991, ainsi que du gouvernement de grande coalition Lipponen (1995-1999), avant de retrouver deux portefeuilles ministériels au sein de la seconde équipe Lipponen mise en place le 15 avril 1999 : Défense, Jan-Erik Enestam, Affaires sociales et Santé, Eva Biaudet <sup>61</sup>.

Dernière illustration de cette fonction de parti "pivot", la *Venstre* norvégienne a perdu au sortir de la seconde guerre mondiale sa position de force au cœur du système d'alliances pour devenir une composante mineure de soutien aux partis centristes, coincée entre la gauche travailliste et la droite conservatrice <sup>62</sup>. Depuis 1945, la *Venstre* a contribué à 26 % seulement des formations exécutives norvégiennes. A l'image des autres partis du centre, les libéraux ont eu à affronter le refus des travaillistes du DNA de coopérer formellement avec les autres forces politiques représentées au Storting, malgré une tentative presque aboutie au lendemain des élections générales de 1985. La *Venstre* a, en outre, longtemps fait preuve d'hostilité à l'égard des conservateurs de la *Høyre*, qui ont privilégié le dialogue avec les chrétiens-démocrates du *Krf* et les agrariens du *Senterparti*.

### Gouvernements et majorités gouvernementales en Norvège depuis 1945

Période	Premier ministre	Parti	Gouvernement
1945	Einar Gerhardsen I	A	A, V, H, SP, NKP, Mouv. résistance
1945-51	Einar Gerhardsen II	A	A
1951-55	Oscar Torp	A	A
1955-63	Einar Gerhardsen III	A	A
1963	John Lyng	SP	H, Krf, V, SP
1963-65	Einar Gerhardsen IV	A	A
1965-71	Per Borten	SP	SP, H, V, Krf
1971-72	Trygve Bratteli I	A	A
1972-73	Lars Korvald	Krf	Krf, SP, V
1973-76	Trygve Bratteli II	A	A
1976-81	Odvar Nordli	A	A
1981	Gro Harlem Brundtland I	A	A
1981-86	Kåre Willoch	SP	H, Krf, SP
1986-89	Gro Harlem Brundtland II	A	A
1989-90	Jan P. Syse	SP	H, Krf, SP
1990-96	Gro Harlem Brundtland III	A	A
1996-97	Thorbjørn Jagland	A	A
1997-2000	Kjell Magne Bondevik	Krf	Krf, SP, V
Depuis mars	Jens Stoltenberg	A	A

<sup>61</sup> La défaite subie par le KESK au scrutin du 19 mars 1995 conduit à la démission d'Esko Aho et à la formation du premier gouvernement Lipponen (SDP), grand vainqueur des élections. Les sociaux-démocrates obtiennent l'aide à gauche de la *Vasemmistoliitto* et des écologistes de la *VIHR*, avant de s'ouvrir en direction des conservateurs de la *KOK* afin de garantir une majorité parlementaire. En 1999, la même configuration est retenue, avec l'appui en sus du SFP, gage de stabilité à l'approche de la première présidence finlandaise de l'Union européenne à partir de juillet 1999.

<sup>62</sup> Les libéraux avaient accédé au pouvoir sous la houlette de Johan Sverdrup dès l'année de leur formation en 1884. Dans la période pré-1945, la *Venstre* a constitué un partenaire presque incontournable pour la formation des coalitions : les libéraux ont participé à 13 gouvernements et livré au total 6 premiers Ministres jusqu'en 1940.

2000			
------	--	--	--

Les libéraux ont servi de renfort aux gouvernements centristes à quatre reprises depuis le début des années 1960 –Lyng (1963), Borten (1965-1971), Korvald (1972-1973) et Bondevik (1997-2000)–, mais ont été exclus des coalitions composées en 1981-1986 (Willoch) et 1989-1990 (Syse). Tout au long des années 1990, l'ensemble des partis du centre ont, en outre, coopéré avec les travaillistes au niveau parlementaire, avant de former une alternative centriste minoritaire à l'issue du scrutin général de 1997 sous la tutelle du chrétien-démocrate Kjell Magne Bondevik (Aardal, 1998) <sup>63</sup>.

En termes stratégiques, les sociaux-libéraux danois de la *Radikale Venstre* ont, pour leur part, fait principalement office de force d'appoint au centre-gauche de l'axe politique, en appui de partenaires sociaux-démocrates privés de majorité absolue au Folketing, et ce malgré la volonté affichée à l'origine de s'opposer à la polarisation du jeu politique et la formation de deux grands blocs de gauche et de droite <sup>64</sup>.

Depuis le début des années 1950, la RV a participé à 42 % des coalitions gouvernementales au Danemark, le plus souvent en coopération avec les sociaux-démocrates, reproduisant ainsi un modèle de collaboration au centre-gauche en vigueur tout au long des années 1930 et 1940 <sup>65</sup>. Les sociaux-libéraux ont occupé une seule fois le poste de premier ministre, en la personne de Hilmar Baunsgaard de 1968 à 1971. Les occurrences d'alliance avec les partis du bloc bourgeois sont demeurées rares, à l'image de la tentative de rapprochement de la RV avec le camp non-socialiste entre 1966 et 1973. Outre l'accord avec les conservateurs du KF et les libéraux de la *Venstre* au sein de l'équipe "trèfle à trois feuilles" de Baunsgaard, les sociaux-libéraux n'apporteront par la suite leur appui qu'à une seule reprise aux partis de la coalition de droite dirigée par le conservateur Poul Schlüter entre 1988 et 1990 <sup>66</sup>.

### Gouvernements et majorités gouvernementales au Danemark depuis 1950

Période	Premier ministre	Parti	Gouvernement
1950-53	Erik Eriksen	V	V, KF
1953-55	Hans Hedtoft II	S	S
1955-57	H.C. Hansen I	S	S
1957-60	H.C. Hansen II	S	S, RV, DR
1960	Viggo Kampmann I	S	S, RV, DR
1960-62	Viggo Kampmann II	S	S, RV
1962-64	Jens Otto Krag I	S	S, RV
1964-68	Jens Otto Krag II	S	S
1968-71	Hilmar Baunsgaard	RV	RV, KF, V
1971-72	Jens Otto Krag III	S	S
1972-73	Anker Jørgensen I	S	S
1973-75	Poul Hartling	V	V
1975-78	Anker Jørgensen II	S	S

<sup>63</sup> Lors de la formation de l'équipe centriste emmenée par Kjell Magne Bondevik à partir du 17 octobre 1997, les libéraux obtiennent quatre postes ministériels (contre 9 pour le Krf et 6 pour le Sp) : Lars Sponheim (Commerce et industrie), Eldbjørg Løwer (Travail et environnement), Odd Einar Dørum (Justice) et Guro Fjellanger (Environnement).

<sup>64</sup> La collaboration avec les sociaux-démocrates s'est faite le plus souvent au profit de la RV au sein de gouvernements assez nettement déséquilibrés en faveur des sociaux-libéraux au regard de la réalité empirique de leur poids électoral.

<sup>65</sup> En 1957, la RV refuse encore son accord au projet de gouvernement libéral-conservateur et appuie jusqu'en 1960 une coalition triangulaire avec les sociaux-démocrates et la DR.

<sup>66</sup> Cette tentative d'ouverture en direction des partis bourgeois sera d'ailleurs sévèrement sanctionnée par les électeurs sociaux-libéraux : en 1990, la RV obtient 3.5 % à peine des suffrages exprimés, contre 5.6 % deux ans auparavant. La défaite conduira également au renouvellement du leadership et à l'élection de Marianne Jelved à la direction du parti.

1978-79	Anker Jørgensen III	S	S, V
1979-81	Anker Jørgensen IV	S	S
1981-82	Anker Jørgensen V	S	S
1982-87	Poul Schlüter I	KF	KF, V, CD, KRF
1987-88	Poul Schlüter II	KF	KF, V, CD, KRF
1988-90	Poul Schlüter III	KF	KF, V, RV
1990-93	Poul Schlüter IV	KF	KF, V
1993-94	Poul Nyrup Rasmussen I	S	S, CD, RV, KRF
1994-96	Poul Nyrup Rasmussen II	S	S, RV, CD
1996-98	Poul Nyrup Rasmussen III	S	S, RV
Depuis 1998	Poul Nyrup Rasmussen IV	S	S, RV

La *Radikale Venstre* a, en revanche, à neuf reprises depuis 1950, forgé coalition avec les sociaux-démocrates, et soutenu les gouvernements Krag et Jørgensen entre 1971 et 1973 bien que ne participant pas officiellement à l'exécutif. L'arrimage à gauche s'est confirmé tout au long des années 1990 dans un contexte de bipolarisation croissante et d'évolution centrifuge du système de partis danois<sup>67</sup>. Depuis 1993, les sociaux-libéraux participent aux gouvernements sociaux-démocrates minoritaires de Poul Nyrup Rasmussen<sup>68</sup>.

En Suède, à l'inverse, les libéraux du *Folkpartiet Liberalerna* ont graduellement évolué d'une position authentiquement centriste vers une plus nette intégration au sein du camp bourgeois. Ici aussi, en dépit, pourrait-on dire, d'une vocation initiale à agir en tant que force modératrice entre sociaux-démocrates et conservateurs, située à la jonction de deux blocs politiques regardés comme irréconciliables.

De fait, les décisions tactiques du Fp ont longtemps été subordonnées à l'antinomie de sa gauche radicale non-conformiste et de son aile droite libérale, le parti prenant clairement le risque de s'aliéner l'une ou l'autre des factions en choisissant le rapprochement avec le SAP ou les conservateurs modérés. Jusqu'au début des années 1930, les libéraux se tourneront plus volontiers vers les sociaux-démocrates et formeront avec eux une coalition entre 1917 et 1920, avant d'être remplacés par les agrariens du futur *Centerpartiet*, puis de participer à la grande coalition d'entente nationale Hansson entre 1939 et 1945.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, le parti libéral glisse vers le camp non-socialiste, l'hégémonie numérique du SAP rendant pratiquement hors de propos l'idée d'une participation des formations centristes. Depuis 1960, le Fp a participé à 36 % des coalitions gouvernementales, soit l'ensemble des épisodes bourgeois. Les libéraux ont formé seuls un gouvernement minoritaire sous la direction d'Ola Ullsten en 1978-1979 avant de rejoindre la seconde coalition tripartite non-socialiste de Thorbjörn Fälldin jusqu'en 1981.

Cette tendance s'est accentuée à partir de la fin des années 1970, le *Folkpartiet* appuyant son antagonisme à la gauche social-démocrate et se prononçant plus clairement en faveur du concept de "coalition des partis bourgeois", face à des conservateurs modérés en quête de relais au centre pour la formation d'une majorité parlementaire. L'échec de la tentative du parti du centre et du Fp de négocier un accord de gouvernement avec le SAP après la rupture avec

<sup>67</sup> Nonobstant une très bonne performance social-démocrate aux élections de 1990 avec 37.4 % des suffrages exprimés (soit un bond de 7.6 points par rapport aux législatives de 1988), l'attitude du leader SD Svend Auken empêchera la formation d'une coalition avec les partis du centre, qui ne sera rendue possible qu'en 1993 avec l'élection de Poul Nyrup Rasmussen à la tête du parti (Bille, 1997).

<sup>68</sup> La RV occupent quatre des 20 portefeuilles ministériels du quatrième gouvernement Rasmussen mis en place le 23 mars 1998 : Marianne Jelved, ministre des affaires économiques, Niels Helveg, ministre des affaires étrangères, Elsebeth Gerner Nielsen, ministre de la culture et Margrethe Vestager, ministre de l'éducation.

les conservateurs en 1981 ouvrira sur la période des gouvernements sociaux-démocrates Palme et Carlsson jusqu'au début des années 1990 <sup>69</sup>.

### Gouvernements et majorités gouvernementales en Suède depuis 1960

Période	Premier ministre	Parti	Gouvernement
1960-69	Erlander	SAP	SAP
1970-73	Olof Palme	SAP	SAP
1973-76	Olof Palme	SAP	SAP
1976-78	Thorbjörn Fälldin	C	C, Fp, M
1978-79	Ola Ullsten	Fp	Fp
1979-81	Thorbjörn Fälldin	C	C, Fp, M
1981-82	Thorbjörn Fälldin	C	C, Fp
1982-85	Olof Palme	SAP	SAP
1985-86	Olof Palme	SAP	SAP
1986-88	Ingvar Carlsson	SAP	SAP
1988-91	Ingvar Carlsson	SAP	SAP
1991-94	Carl Bildt	M	M, C, Fp, Kds
1994-96	Ingvar Carlsson	SAP	SAP
Depuis 1996	Göran Persson	SAP	SAP

En 1991, les libéraux, en constant recul depuis 1985, entrent dans le gouvernement bourgeois minoritaire dirigé par le conservateur Carl Bildt et entreprennent de se positionner en tant que parti d'opposition critique à l'intérieur de la coalition, face notamment à la pression exercée sur la *Moderata Samlingspartiet* par la Nouvelle Démocratie à l'extrême-droite. A la rupture de l'accord quadripartite en 1994, le mouvement de Bengt Westerberg tente, sans succès, une ouverture en direction du parti social-démocrate d'Ingvar Carlsson (Widfeldt, 1995), démarche réprimée une nouvelle fois par l'électorat libéral avec une chute de plus de deux points par rapport à 1991. En 1998, les libéraux échouent à former un mouvement politique commun avec les ex-agrariens du *Centerpartiet*.

A l'opposé, enfin, de l'ensemble des autres partis de la famille libérale nordique, la *Venstre* danoise illustre un modèle d'association entre conservateurs et libéraux au centre de gravité du camp bourgeois, dans un système de partis dont on a souligné la dynamique de bipolarisation depuis le choc de 1973. Depuis le début des années 1950, la *Venstre* a participé à un tiers des coalitions gouvernementales et occupé par deux fois le poste de premier ministre –Eriksen (1950-1953) en association avec les conservateurs après la victoire électorale de la droite aux élections de 1950, et Hartling (1973-1975). La formation libérale a dirigé seule un gouvernement ultra-minoritaire sous la direction de Poul Hartling de 1973 à 1975 <sup>70</sup>.

A une seule reprise, les libéraux ont appuyé un premier ministre social-démocrate (Anker Jørgensen) entre 1978 et 1979. De 1968 à 1971, la *Venstre* a pris part au gouvernement tripartite Baunsgaard avec les sociaux-libéraux et les conservateurs. Dans tous les autres cas, les libéraux ont été associés au *Konservative Folkeparti* au sein de gouvernements non-socialistes, en particulier lors de la longue période de domination conservatrice sur le camp bourgeois entre 1982 et 1993, traduite dans les faits par la succession des quatre gouvernements Schlüter <sup>71</sup>.

<sup>69</sup> Les libéraux tenteront une nouvelle fois un rapprochement avec la gauche à la fin des années 1980, en apportant notamment un adossement parlementaire au SAP pour sa réforme de l'impôt (Widfeldt, 1999a).

<sup>70</sup> Face à la crise provoquée par l'effondrement des conservateurs et des sociaux-démocrates aux législatives de 1973 (qui perdent respectivement 7.5 et 11.7 points par rapport à 1971), et à la menace du FrP (avec 15.9 % des suffrages exprimés).

<sup>71</sup> Uffe Ellemann-Jensen, leader du parti libéral, obtient le ministère des affaires étrangères, Bertel Haarder celui de l'Éducation.

Depuis 1993, et le retour au pouvoir des sociaux-démocrates, la tactique de rapprochement est pratiquement imposée aux libéraux et conservateurs par la logique même du rapport des forces entre les blocs de gauche et de droite. Aux législatives de 1994, le KF et la *Venstre* acceptent le principe d'une collaboration avec le Parti du progrès (Frp) de Pia Kjærsgaard pour la formation d'une alliance à droite (Thomsen, 1995). En 1998, les libéraux mèneront une campagne de contestation très critique à l'encontre du gouvernement Rasmussen, Uffe Ellemann-Jensen étant présenté comme futur premier ministre, poste disputé au leader conservateur Per-Stig Møller, dans l'éventualité d'une victoire des partis bourgeois <sup>72</sup>.

## Conclusion

Ce bref tour d'horizon de la famille libérale nordique permet sans doute d'illustrer la diversité d'un courant intellectuel et politique qui, ici comme ailleurs en Europe méridionale, semble le plus souvent confronté aujourd'hui à la question même de sa subsistance au sein de systèmes de partis fortement concurrentiels.

Sous l'angle classificatoire, l'appréhension simultanée de plusieurs dimensions essentielles – histoire, idéologie, sociologie des électors ou stratégies de coopération-compétition des principaux acteurs du jeu politique – éclaire les profils différents des forces libérales, opposant un libéralisme bourgeois-conservateur (*Venstre* au Danemark, SFP en Finlande) à un modèle de social-libéralisme scandinave classique au centre (Fp suédois, LKP finnois) ou centre-gauche (RV danoise et *Venstre* en Norvège) du spectre politique.

Avec sans doute, pour principal enseignement, la grande difficulté pour le libéralisme nord-européen à se dégager un espace politique propre entre les grands blocs constitutifs du système politique nordique, et le constat de l'impérieuse nécessité d'une conjonction du courant libéral avec des forces sociales, sous-cultures ou segments sociétaux structurés pour sa survie politique.

## Remerciements

Je tiens à exprimer ma gratitude aux personnes suivantes : Nils Vibe (Gallup-Taylor Nelson Sofres, Norvège), Kristine Enger et Gry Henriksen (Norwegian Social Science Data Services - *Norsk samfunnsvitenskapelig datatjeneste* (NSD), Norvège), Sune Wæsel (*Venstre*, Danemark), Lene Wul et Jens Wagner (Danish Data Archive - *Dansk Data Arkiv* (DDA), Danemark), Tor Bjørklund (Université d'Oslo, Norvège), Arja Tuuliniemi (Finnish Social Science Data Archive, Finlande), Birgit Voigt et Lars Nielsen (*Det Radikale Venstre*, Danemark), Sara S. Ruud (*Venstre*, Norvège), Susann Torgerson (*Folkpartiet liberalerna*, Suède), Torbjörn Berglund (Swedish Social Science Dataservice - *Svensk Samhällsvetenskaplig Datatjänst* (SSD), Suède) et Marianne Tuominen (Gallup, Finlande).

Toutes les analyses présentées ici engagent naturellement la seule responsabilité de l'auteur.

## Source des données

### Danemark

Danish Election Study 1998, The Danish Data Archives (DDA), Primary investigators: Jørgen Goul Andersen and Ole Borre.

---

<sup>72</sup> Quoiqu'enregistrant une performance électorale légèrement à la hausse par rapport aux législatives de 1994, les libéraux seront, en 1998, victimes de l'effondrement de leurs alliés conservateurs (qui chutent de 15 à 8.9 % seulement des voix). Arne Fogh Rasmussen remplace Ellemann-Jensen à la tête de la *Venstre* (Elklit, 1999).



## Finlande

Gallup Finland: Parliamentary elections 1999 [computer file]. Espoo: Gallup Finland [data collection], 1999.  
Tampere: FSD Finnish Social Science Data Archive [distributor], 2000.

## Norvège

Exit-Poll Survey 1997, Gallup-Norsk, Taylor Nelson, SOFRES

Norwegian Election Studies 1993 and 1997. Anonymized data sets have been distributed by The Norwegian Social Science Data Services (NSD) Henry Valen and Bernt Aardal were the principal investigators and the Gallup Institute /Statistics Norway collected the data. Neither Principal investigators, The Norwegian Gallup Institute/Statistics Norway, nor the Norwegian Social Science Data Services are responsible for the analyses/interpretations of data presented here.

## Suède

VALU-91 - SVT Exit Poll Survey Parliamentary Election 1991 SSD 0278, Principal investigator(s): Hans Hernborn, Sören Holmberg, Per Näsman, and Torbjörn Thedeén Swedish Television, Department of Political Science, Göteborg University and Department of Statistics, Stockholm University. VALU-94 - SVT Exit Poll Survey Parliamentary Election 1994 SSD 0473, Principal investigator(s): Hans Hernborn, Sören Holmberg, Per Näsman, and Torbjörn Thedeén Swedish Television, Department of Political Science, Göteborg University and the Royal Institute of Technology. VALU-98 - SVT Exit Poll Survey Parliamentary Election 1998 SSD 0630, Principal investigator(s): Hans Hernborn, Sören Holmberg, Per Näsman, and Torbjörn Thedeén Swedish Television, Department of Political Science, Göteborg University and the Royal Institute of Technology

## Références

- Aardal, Bernt, Valen, Henry (1997), « The Storting Elections of 1989 and 1993: Norwegian Politics in Perspective », in Strøm, Kaare, Svåsand, Lars (eds.), *Challenges to Political Parties: The Case of Norway*, Ann Arbor, MI: University of Michigan Press
- Anckar, Dag (1997), « The Finnish European Election of 1996 », *Electoral Studies*, 16 (2), June, 262-266
- Arter, David (1988), « Liberal parties in Finland: from perennial coalition actors to an extra-parliamentary role » in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 326-358
- Arter, David (1998), « The Politics of Embarrassment: Norway's 1997 Election », *West European Politics*, 21 (2), April, 187-194
- Arter, David (1999a), « Party System Change in Scandinavia since 1970: 'Restricted Change' or 'General Change'? », *West European Politics*, 22 (3), July, 139-158
- Arter, David (1999b), « The Swedish general election of 20<sup>th</sup> September 1998: a victory for values over policies? », *Electoral Studies*, 18 (2), 297-300
- Arter, David (1999c), « From Class Party to Catchall Party? The Adaptation of the Finnish Agrarian-Center Party », *Scandinavian Political Studies*, 22 (2), 157-180
- Aylott, Nicholas (1995), « Back to the Future. The 1994 Swedish Election », *Party Politics*, 1 (3), 419-429
- Barton, Allen H. (1998), « Occupational Class and Vote in the 1949 Norwegian Election. Research Note », *Scandinavian Political Studies*, 21 (1), 71-85
- Berglund S., Lindström, U. (1978), *The Scandinavian Party System(s)*, Lund, Studenlitteratur
- Berglund, Sten (1995), « The Finnish Parliamentary Election of 1995 », *Electoral Studies*, 14 (4), 461-470
- Bille, Lars (1989), « Denmark: The Oscillating Party System », *West European Politics*, 12 (4), October, 52-73
- Bille, Lars (1992), « Denmark » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies, 1960-90*, London, Sage publications, 199-272
- Bille, Lars (1994), « Denmark: The Decline of the Membership Party? » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, Sage, 134-157
- Bille, Lars (1997), « Leadership Change and Party Change. The Case of the Danish Social Democratic Party 1960-95 », *Party Politics*, 3 (3), 379-390
- Bille, Lars (1998), « Denmark » in Hermet, Guy, Hottinger, Julian Thomas, Seiler, Daniel-Louis (eds.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 107-128
- Bjungan, Ketil (1999), « The 1998 Danish Parliamentary Election: Social Democrats muddle through to Victory », *West European Politics*, 22 (1), January, 172-178
- Borre, Ole, Goul Andersen, J. (1997), *Voting and Political Attitudes in Denmark*, Århus, University Press

- Borre, Ole (1997), « Economic Voting in Danish Electoral Surveys 1987-94 », *Scandinavian Political Studies*, 20 (4), 347-365
- Christensen, Dag Arne (1996), « The Left-Wing Opposition in Denmark, Norway and Sweden: Cases of Euro-phobia? », *West European Politics*, 19 (3), July, 525-546
- Christensen, Dag Arne (1997), « Adaptation of Agrarian Parties in Norway and Sweden », *Party Politics*, 3 (3), 391-406
- Christensen, Dag Arne, Svåsand, Lars (1998), « Norvège » in Hermet, Guy, Hottinger, Julian Thomas, Seiler, Daniel-Louis (eds.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 333-354
- Elder, Neil, Thomas, Alastair H., Arter, David (1983), *The Consensual Democracies? The Government and Politics of the Scandinavian States*, Oxford, Martin Robertson
- Elklit, Jørgen (1999), « The Danish March 1998 parliamentary election », *Electoral Studies*, 18 (1), January, 137-142
- Geyer, Robert, Swank, Duane (1997), « Rejecting the European Union. Norwegian Social Democratic Opposition to the EU in the 1990s », *Party Politics*, 3 (4), 549-562
- Grendstad, Gunnar (1995), « Party Followership and Leadership in Norway. A Political Culture Approach », *Party Politics*, 1 (2), 221-243
- Grönlund, Kimmo (1997), « Cross-Pressures and Voting in the Finnish Presidential Election in 1994 », *Electoral Studies*, 16 (2), 227-243
- Gyilling, Christel, Sundberg, Jan (1992), « Finland » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies, 1960-90*, London, Sage publications, 273-316
- Harmel, Robert, Svåsand, Lars (1997), « The Influence of New Parties on Old Parties' Platforms. The Cases of the Progress Parties and Conservative Parties of Denmark and Norway », *Party Politics*, 3 (3), 315-340
- Holmberg, Sören, Schmitt, Hermann (1995), « Political Parties in Decline? » in Klingemann, Hans-Dieter, Fuchs, Dieter (eds.), *Citizens and the State, Beliefs in Government Vol. 1*, Oxford, Oxford University Press, 95-133
- Hottinger, Julian Thomas (1998), « La "Carte conceptuelle" de Stein Rokkan et le problème de la classification des partis » in Hermet, Guy, Hottinger, Julian Thomas, Seiler, Daniel-Louis (eds.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 11-24
- Hrbek, Rudolf (1988), « Transnational links: the ELD and Liberal Party Group in the European Parliament » in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 455-469
- Huber, John, Inglehart, Ronald (1995), « Expert Interpretations of Party Space and Party Location in 42 Societies », *Party Politics*, 1 (1), January, 73-111
- Inglehart, Ronald (1990), *Cultural Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press
- Katz, Richard S., Mair, Peter (1995) « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1 (1), January, 5-28
- Knutsen, Oddbjørn (1998), « Expert Judgements of the Left-Right Location of Political Parties: A Comparative Longitudinal Study », *West European Politics*, 21 (2), April, 63-94
- Leiphart, Jørn, Svåsand, Lars (1988), « The Norwegian Liberal Party: from political pioneer to political footnote » in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 304-325
- Lewin, Leif (1998), « Majoritarian and Consensus Democracy: the Swedish Experience », *Scandinavian Political Studies*, 21 (3), 195-206
- Lijphart, Arend (1968), « Typologies of Democratic Systems », *Comparative Political Studies*, 1 (1), April, 3-44
- Lijphart, Arend (1981), « Dimensions of Ideology in European party systems » in Mair, Peter (ed.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 253-265
- Lijphart, Arend (1997), « Changement et continuité dans la théorie consociative », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 4 (3), 679-697
- Lindström, Ulf, Wörlund, Ingemar (1988), « The Swedish Liberal Party: The Politics of Unholy Alliances » in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 252-278
- Lipset, Seymour M., Rokkan, Stein (1967), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, Free Press
- Madeley, John T.S. (1999), « The 1998 Riksdag Election: Hobson's Choice and Sweden's Choice », *West European Politics*, 22 (1), January, 187-194
- Martikainen, Tuomo, Yrjönen, Risto (1991), *Voting, Parties and Social Change in Finland*, Helsinki, Statistics Finland, Research Paper 187
- Midtbø, Tor, Hines, Kjell (1998), « The Referendum-Election Nexus: an Aggregate Analysis of Norwegian Voting Behaviour », *Electoral Studies*, 17 (1), January, 77-94
- Möller, Tommy (1999), « The Swedish Election 1998: A Protest Vote and the Birth of a New Political Landscape? », *Scandinavian Political Studies*, 22 (3), 261-276

- Narud, Hanne Marthe, Skare, Audun (1999), « Are Party Activists the Party Extremists? The Structure of Opinion in Political Parties », *Scandinavian Political Studies*, 22 (1), 45-65
- Nielsen, Hans Jørgen (1999), « The Danish Election 1998 », *Scandinavian Political Studies*, 22 (1), 67-81
- Öhman, May-Britt (1998), « Suède » in Hermet, Guy, Hottinger, Julian Thomas, Seiler, Daniel-Louis (eds.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 427-450
- Pesonen, Pertti (1995), « The Evolution of Finland's Party Divisions and Social Structure » in Borg, Sami, Sänkiäho, Risto (eds.), *The Finnish Voter*, Tampere, The Finnish Political Science Association, 9-22
- Pierre, Jon, Widfeldt, Anders (1992), « Sweden » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies, 1960-90*, London, Sage publications, 781-836
- Pierre, Jon, Widfeldt, Anders (1994), « Party Organizations in Sweden: Colossuses with Feet of Clay or Flexible Pillars of Government? » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, Sage, 332-356
- Raunio, Tapio (1999), « Facing the European Challenge: Finnish Parties Adjust to the Integration Process », *West European Politics*, 22 (1), January, 138-159
- Saglie, Jo (1998), « A Struggle for the Agenda? Norwegian Parties and the European Issue, 1989-1995 », *Party Politics*, 4 (3), July, 347-366
- Sänkiäho, Risto (1995a), « The Social Basis for Party Support » in Borg, Sami, Sänkiäho, Risto (eds.), *The Finnish Voter*, Tampere, The Finnish Political Science Association, 66-87
- Sänkiäho, Risto (1995b), « Cleavages and Party System Dimensions » in Borg, Sami, Sänkiäho, Risto (eds.), *The Finnish Voter*, Tampere, The Finnish Political Science Association, 88-113
- Sartori, Giovanni (1976), *Parties and Party Systems : A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press
- Seiler, Daniel-Louis (1986), *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica
- Smith, Gordon (1988), « Between left and right: the ambivalence of European Liberalism », in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 16-28
- Sundberg, Jan (1994), « Finland: Nationalized Parties, Professionalized Organisations » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, Sage, 158-184
- Sundberg, Jan (1997), « Compulsory Party Democracy. Finland as a Deviant Case in Scandinavia », *Party Politics*, 3 (1), 97-117
- Sundberg, Jan (1998), « Finlande » in Hermet, Guy, Hottinger, Julian Thomas, Seiler, Daniel-Louis (eds.), *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 163-184
- Sundberg, Jan (1999), « The Enduring Scandinavian Party System », *Scandinavian Political Studies*, 22 (3), 221-241
- Svåsand, Lars (1992), « Norway » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies, 1960-90*, London, Sage publications, 732-780
- Svåsand, Lars (1994), « Change and Adaptation in Norwegian Party Organizations » in Katz, Richard S., Mair, Peter (eds.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, Sage, 304-331
- Thomas, Alastair H. (1988), « Liberalism in Denmark: agrarian, radical and still influential » in Kirchner, Emil J. (ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 279-303
- Thomsen, Søren Risbjerg (1995), « The 1994 Parliamentary Election in Denmark », *Electoral Studies*, 14 (3), September, 315-322
- Valen, Henry (1998), « Norway: The Storting Election of September 15, 1997 », *Electoral Studies*, 17 (4), December, 555-559
- Vibe, Nils (1999), « Trends of the year 1998: Norway », *TaylorNelson SOFRES – Norsk Gallup Institutt*, unpublished
- Widfeldt, Anders (1995), « The Swedish Parliamentary Election of 1994 », *Electoral Studies*, 14 (2), June, 206-212
- Widfeldt, Anders (1996), « The Swedish European Election of 1995 », *Electoral Studies*, 15 (1), February, 116-119
- Widfeldt, Anders (1999a), « Loosing Touch? The Political Representativeness of Swedish Parties, 1985-1994 », *Scandinavian Political Studies*, 22 (4), 307-326
- Widfeldt, Anders (1999b), *Linking Parties with People? Party Membership in Sweden 1960-1997*, Aldershot, Ashgate